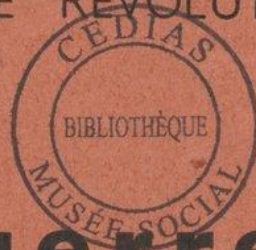


La Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE



Notre cri du 1^{er} Mai :

A bas la guerre !

Pacte de paix ou pacte de guerre ?

par F. Charbit

Le service de deux ans

par E. Reynier

Le Parti Communiste prépare son entrée dans la prochaine union sacrée

par C. Delsol

Contre toute guerre, des voix s'élèvent...

(l'opinion de G. Dumoulin et celle de L. Bouet)

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X*)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois..... 10 fr.
Six mois..... 20 »
Un an..... 40 »

EXTERIEUR

Trois mois..... 13 fr.
Six mois..... 26 »
Un an..... 50 »

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*

54, rue du Château-d'Eau, Paris-10°

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'arrière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'avant de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE



Pacte de paix ou pacte de guerre ? F. CHARBIT

Vers la guerre...

LE SERVICE DE DEUX ANS E. REINIER

La prochaine « dernière »...

Quel formidable culot! — Selon que vous serez notre ami ou notre ennemi... — Mobilisation italienne? — Distinguo — Nouveau Collier de Belgique.

Contre toute guerre, des voix s'élèvent...

« Pour rien au monde... » G. DIMOULIN

« Soutien inconditionné de l'U. R. S. S. »? L. BOUET

Le Parti Communiste prépare son entrée dans la prochaine union sacrée C. DELSOL

Les faits de la quinzaine :

L'Angleterre, force de paix. — Bravo, le Danemark! — La dévaluation du belga R. LOUZON

Pour les 70 ans de Max Nettlau F. BRUPBACHER

A travers les livres :

Léon Gerbe : *Cresson et la Peinture prolétarienne. — Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923). — Les Croix de Feu, leur chef leur programme* P. MONATTE

Notes sur l'U.R.S.S. :

Faits divers M. YVON

Parmi nos lettres :

Un « résultat » de la Conférence impériale. — Nouvelle étape du capitalisme. — Le troisième stade. — Le point de vue anationaliste.

La crise de la Fédération des Inscrits Maritimes A. MONTÉGUDET

Entre nous

PACTE DE PAIX OU PACTE DE GUERRE ?

Un pacte dit d' « assistance mutuelle » doit être signé incessamment par les gouvernements français et russe. S'il ne l'est pas déjà, c'est en raison des hésitations du seul gouvernement français; le gouvernement russe, lui, déploie de très grands efforts pour parvenir à arracher la signature française et l'Humanité qui, pendant longtemps, traitait de contre-révolutionnaires ceux qui osaient parler d'accord franco-russe, soutient à présent à fond le projet de pacte du gouvernement russe. L'organe stalinien exécute cette besogne de concert avec l'Echo de Paris, de l'état-major, avec l'Ordre, d'Emile Buré, et avec le Petit Parisien. Noble compagnie, comme on voit.

Qu'est-ce que l' « assistance mutuelle » ? De toute évidence, l'assistance mutuelle, c'est l'alliance militaire, et l'alliance militaire — naturellement — : la guerre !

L'Humanité s'évertue à présenter cette alliance comme un moyen de renforcer la paix et d'assurer le désarmement. Il est triste de constater que l'organe communiste reprend à son compte les sophismes militaristes de tous les temps et de tous les pays qui ont toujours cherché à masquer leurs machinations de ce genre par de solennelles affirmations pacifistes.

S'il ne s'agissait que d' « organiser la paix » et d'assurer le désarmement, comme le prétend l'Humanité, point n'est besoin de ce nouveau pacte, puisque la France et la Russie sont déjà unies par un pacte de « non-agression » et de « neutralité » qui « garantit » la paix entre ces deux pays, comme des pactes analogues, de « non-agression », d' « amitié », « garantissent » la paix entre la Russie et l'ensemble des Etats européens, notamment l'Allemagne hitlérienne.

Puisqu'il existe déjà un pacte de non-agression entre la Russie et la France, c'est donc pour un autre objectif que l'on va signer un nouvel accord. Quel objectif ? Sans aucun doute, il s'agit aujourd'hui de l'alliance militaire entre la Russie et la France contre l'Allemagne.

Vers la guerre

D'ailleurs, comment peut-on croire qu'il s'agit seulement de renforcer la paix quand on lit ce qui est dit dans un organe officiel du gouvernement russe, le Journal de Moscou ?

Il faut signaler à l'opinion publique mondiale un fait notable pour la juste appréciation de la situation dont il serait dangereux de ne pas tenir compte.

L'Allemagne augmente d'heure en heure ses armements et le jour n'est pas lointain où elle atteindra la puissance militaire de 1914, ce qui lui donnera inévitablement l'avantage sur la France, auquel il faut ajouter le potentiel de son industrie.

La force, on le sait, impose et attire. Par contre, les hésitations et l'inaction des défenseurs de la paix seraient être interprétées comme une impuissance créée devant le danger.

On oserait alors garantir que face à cette situation les puissances secondaires qui sont actuellement alliées de la France ne chercheraient pas de nouvelles combinaisons plus résolues et plus actives ?

Comment pourra-t-on empêcher le réarmement de la Hongrie et de la Bulgarie, si tout reste dans l'état

Si on laisse faire, on se trouverait dans quelque années devant une force.

La déduction que l'on peut tirer de cet extrait n'est-elle pas qu'il faut essayer d'abattre immédiatement la puissance allemande avant qu'elle n'arrive à dicter sa loi ? Est-ce la paix ou bien plutôt la guerre « préventive » que préconise le Journal de Moscou ?

Une autre constatation vient renforcer l'impression que c'est bien en vue de la guerre que la Russie veut s'allier à la France : c'est l'inquiétude que manifeste sa presse devant certaines tentatives de rapprochement franco-allemand, et qui dénote chez les Russes, en dépit d'assurances contraires, la volonté d'isoler l'Allemagne. Il est clair que, pour eux, l'alliance franco-russe est exclusive de tout rapprochement avec l'Allemagne. L'Humanité va même jusqu'à dénoncer la « trahison » des hommes politiques français qui ont des contacts avec Hitler.

Franklin-Bouillon n'est pas plus stupide...

Si l'Humanité avait garde un peu de bon sens, elle comprendrait que la paix n'est pas possible — même dans la fautive mesure où elle peut être assurée en régime capitaliste — tant que l'Allemagne et la France ne chercheront pas entre elles un compromis... qui ne serait, après tout, pas plus condamnable que celui réalisé avec Mussolini, qui est devenu un « grand ami » de Flandin et de Laval, en même temps que de Potemkine et de Litvinoff.

Et puis, si on pouvait encore avoir des doutes sur les objectifs des dirigeants des deux pays, est-ce que le spectacle de l'augmentation intensive des armements n'achèverait pas de nous éclairer et de nous démontrer que c'est bien à la guerre qu'on nous conduit et que le « pacte d'assistance mutuelle » fait bien partie de cette préparation fébrile de la guerre ?

Que feront les communistes ?

Tout en défendant le pacte avec acharnement, les communistes affirment, d'une part, qu'ils sont pour la « défense inconditionnée » de la Russie, d'autre part, qu'ils sont contre la défense nationale en régime capitaliste.

Or, le pacte d' « assistance mutuelle » implique lorsqu'un des deux pays est attaqué (et l'on sait bien que dans toutes les guerres chaque gouvernement prétend que l'agresseur est de l'autre côté), l'engagement pour l'autre pays de voler à son secours; il signifie donc que si un pays — l'Allemagne, en l'occurrence — attaquait la Russie, la France devrait lui apporter le concours de son armée; mais il signifie également que si la France était attaquée, l'armée russe, « l'armée du prolétariat », devrait se jeter dans la guerre pour la défendre.

Quelle serait dans ce cas l'attitude des communistes ? Ils sont contre la défense nationale, par conséquent, ils s'opposent à la guerre. Mais leurs camarades, les soldats de l'armée rouge, en vertu du pacte qu'ils préconisent, devront se faire tuer la peau pour défendre la politique du Comité des Forges.

Comment pourront-ils concilier cette terrible contradiction ? Comment pourront-ils défendre l'U.R.S.S. « socialiste » sans défendre en même temps la France capitaliste ? Ou comment pourront-ils saboter la défense nationale française sans affaiblir du même coup la défense de l'U.R.S.S. ?

Nous savons bien que, pratiquement, on ne peut

pter que pour la « défense inconditionnée » des eux pays et de tous leurs alliés (l'Italie de Mussolini comprise, probablement), ou pour l'opposition à la guerre. Il n'y a pas de position intermédiaire : ou n'« trahit » à la fois la Russie et la France, ou on trahit l'internationalisme prolétarien et la révolution sociale.

Nous savons bien, hélas! quel sera le choix des communistes de pacotille qui dirigent le P.C. français : ils feront comme Cachin en 1914, ils défendront le tsar et la patrie. Et, ce qui est plus grave, c'est que la masse des bons bougres qui leur fait confiance ira se faire tuer pour des intérêts qui ne sont pas les siens, en croyant mourir pour le socialisme.

Où, c'est à cette véritable trahison que nous conseillons la diplomatie russe et, à sa remorque, l'Humanité.

A bas le Traité de Versailles !

Même si, par miracle, le pacte d'« assistance mutuelle » n'aboutissait pas; même s'il ne nous conduisait pas à une guerre aux côtés de nos exploités, il resterait une trahison de l'internationalisme prolétarien, une trahison du mouvement révolutionnaire.

Que signifie, en effet, la défense par l'U.R.S.S. de ce odieux traité de Versailles, contre lequel se révoltent 80 millions d'Allemands, au nombre desquels les communistes, tant qu'ils ont eu la possibilité de s'exprimer, n'étaient pas les moins véhéments ?

En se faisant les champions du statu quo, les gouvernants russes renient 15 ans de propagande de l'Internationale communiste; ils confondent leur cause avec celle de l'impérialisme vainqueur de la guerre de 1914-1918 et contribuent à rendre une nouvelle guerre inévitable.

Comme le dit si fortement le « Comité de Vigilance des Intellectuels », dans une déclaration que l'Humanité s'est bien gardée de reproduire :

Sans révision de ce statut injuste, les pactes d'assistance mutuelle confirmeraient un statut territorial définitif à 80 millions d'Européens. En conséquence, ils ne pourraient empêcher ni le surarmement, ni la guerre.

C'est une utopie de prétendre garantir la paix en fondant sur des traités qui furent et restent des traités de guerre. C'est une utopie encore de chercher la sécurité dans la course aux armements qui, désormais pratiquée également des deux parts, ne réservera aucun peuple, mais les ruinera fous.

Il faut donc reviser le traité de Versailles, et ce n'est pas parce que Hitler est au pouvoir que ce problème qui est au cœur de tous les Allemands doit rester insoluble. S'il ne l'est pas pacifiquement, il le sera certainement par la guerre!

Le pur nationalisme russe

Notez que l'effort diplomatique que développe le gouvernement russe contre l'Allemagne n'est pas autre chose que la conséquence de la répression hitlérienne contre les communistes allemands. Tant que Hitler se contentait de frapper les communistes allemands, la Russie des Soviets n'a pas levé le petit doigt pour les défendre. Aucune protestation ne s'est élevée de sa part contre les emprisonnements en masse et les massacres de travailleurs allemands; nulle protestation contre la machination hitlérienne au sujet de l'incendie du Reichstag... Au contraire, des communistes allemands qui avaient cru trouver un refuge dans les bateaux soviétiques ont été refoulés et livrés à leurs bourreaux... Pour ne pas déplaire à Hitler, les Russes se sont complètement abstenus de participer au fameux congrès mondial antifasciste de la

Salle Pleyel... Et c'est au moment où sévissait le plus durement la répression anticommuniste en Allemagne que le gouvernement soviétique ratifiait le pacte d'amitié avec Hitler!

Le gouvernement russe ne s'est ému et n'a modifié sa politique que lorsque Hitler a fait connaître ses visées expansionnistes vers l'Est...

C'est-à-dire que le gouvernement russe a sacrifié le prolétariat allemand écrasé par ses ennemis de classe; mais, par contre, il est prêt à défendre avec la dernière énergie l'intégrité de son territoire national!

Exactement comme tous les autres gouvernements...

Avec cette différence que les autres gouvernements ne demandent pas aux prolétaires des autres pays de se faire massacrer pour eux!

Eh bien! nous ne marchons pas.

Tant que la Russie était la bête noire des bourgeois du monde entier, nous aurions accepté allègrement d'aller nous battre pour la défendre. Nous ne l'acceptons plus à présent que tant de bourgeois intelligents trouvent la « patrie des travailleurs » à leur goût et que nous sommes mieux informés du son véritable qui y est fait aux travailleurs.

F. CHARBIT.

Ce que les Staliniens disaient en 1933 :

« Peut-être la bourgeoisie française a-t-elle nourri l'espoir d'entraîner l'Union Soviétique dans un bloc des puissances antifascistes... » Jacques DUCLOS

(« Humanité », 17 juillet 1933)

« Alliance entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme français ? Pourquoi donc a-t-on fait tant de bruit autour de cela, si ce n'est pour tenter d'obscurcir la notion de classe dans les cerveaux des prolétaires français et développer l'atmosphère d'union sacrée qui prépare la guerre ?

« Ce que nous devons proclamer avec force, c'est que l'U.R.S.S. n'a pas et ne peut pas avoir d'allié dans le monde capitaliste, les seuls alliés de l'Union Soviétique, ce sont les prolétaires, les exploités du monde entier. »

« HUMANITE »
(17 juillet 1933)

Exactement le contraire de ce qu'ils font en 1935!

GARNERY EST MORT

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort d'Auguste Garnery, décédé dimanche 21 avril à 62 ans, en Seine-et-Oise.

Nous n'avons pu accompagner notre vieux camarade au petit cimetière de Saclas et nous le regrettons. Que sa famille veuille bien trouver ici nos condoléances fraternelles.

VERS LA GUERRE...

LE SERVICE DE DEUX ANS

« Demain, quand vous aurez triomphé, l'Europe respirera : elle ne vivra plus en continuelle alerte. Le fruit du labeur des peuples n'ira plus s'engloutir dans les œuvres de mort. »

Paul DESCHANEL,
président de la Chambre, 21 août 1914.

Pour une fois, la seule que nous connaissons, l'Etat-Major a réussi une « offensive foudroyante » parce qu'il n'en a pas été le stratège, mais le simple agent). Janvier : un bruit qui rase le sol... février : le bruit prend corps, au milieu de l'incrédulité ou de l'indifférence. 1^{er} mars : retentissant article du maréchal Pétain dans la *Revue des Deux-Mondes*. 15 mars : décision Flandin, interpellations, vote écrasant. Le « coup des deux ans » est fait. Ceux qui vont partir feront dix-huit mois; les re-d'octobre et les suivantes (jusqu'en 194...?), feront deux ans.

La mesure dans son cadre :

La France dernière tranchée de la liberté

L'atmosphère psychologique se préparait depuis longtemps, et la servilité du Parlement-croupion était déjà bien manifestée. Revoyons quelques étapes dans cette militarisation croissante :

1^o Le 30 juin et le 5 juillet 1934, dans des conditions scandaleuses d'absences et d'ignorance, la Chambre et le Sénat (ici, quinze présents...) expédient la scélérate loi Forcinal, promulguée le 8 juillet, contre le renvoi des fascicules de mobilisation contre la provocation à ce renvoi ou à l'insoumission. « que cette provocation ait été ou non suivie d'effet ». Cette répression des délits d'opinion a fonctionné aussitôt, avec rigueur, contre les objectifs de conscience (1).

2^o La loi de 1933 sur les garanties de la liberté individuelle, ou loi Guernut (rendons justice à celui-ci), a duré l'espace d'un matin : des restrictions importantes y ont été récemment apportées.

3^o Que la répression contre tous actes de syndicalisme ou d'antimilitarisme soit plus draconienne que jamais, cela ne saurait nous étonner. Ce qui paraît véritablement neuf, c'est que des *civils*, pour des actes de *ordre civil* (conférences, articles), soient frappés dans leur situation *militaire* (officiers et sous-officiers de réserve), et, surtout, que des réservistes, frappés militairement au cours d'une période (absence induite de la caserne, arrivée à l'exercice sans baïonnette !...), soient, pour ces mêmes faits, frappés par l'administration universitaire !...

4^o Car l'école doit être « l'antichambre de la caserne » (G. Lapiere), comme l'ont si bien affirmé, au banquet de la *Revue des Deux-Mondes* en

1934, le Comité central des Droits de l'Homme, qui a voté, à l'unanimité des présents, contre cette loi, et qui a élaboré un projet de loi sur le *service civil* destiné à remplacer le service militaire pour les objecteurs. Son président, M. Guernut, a fait savoir que ce projet n'a pas retenu deux minutes l'attention du groupe des parlementaires ligueurs ». Nous avons reconnu là une attitude égoïste et méprisante désinvolture que nous connaissons bien...

décembre, et Niessel : « Notre système militaire doit être vivifié par une politique d'éducation nationale dont le point capital doit être... le resserrement de liens entre l'école et l'armée... (sans quoi) les cadres de l'armée auraient une pénible mission d'orthopédie morale à remplir » (*Revue des Deux-Mondes*, cité dans *Vigilance*, n° 19, p. 9).

5^o M. Pernot a déposé un projet de loi sur les informations relatives à l'armée, qui aggraverait les lois scélérates et imposerait le silence sur les « fausses nouvelles rapportant soit de prétendus faits... tel que des décès..., soit de prétendus actes d'indiscipline » : une « nouvelle loi du sacrilège », ressus citée « au bénéfice de l'incurie militaire » (Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme).

6^o Depuis des mois s'est discutée (mais très insuffisamment dans nos milieux) la *défense passive*. L'un des plus beaux exemples de bourrage de crâne, de mensonge et de bluff patriotard que l'on puisse imaginer. Tous les exercices de D.C.A. (Défense contre avions) qui ont été faits, *défense active* : projecteurs, avions de chasse, artillerie spéciale..., dans toutes les villes de France et du monde, ont été de lamentables échecs. Il ne reste que la *défense passive* : le masque, l'abri, l'évacuation. (Tout cela pour préserver les casernes, les arsenaux, ainsi perdus, la nuit, dans l'obscurité des villes. Ainsi trinquaient surtout les civils). Fabriquer des millions de masques, jeter en terre des milliards de francs de béton évacuer (et à quel moment?) le tiers, le dixième des habitants menacés : les riches. Et quant aux pauvres aux vieillards, aux enfants : qu'ils crèvent! (2).

C'est au nom de la « défense passive », ayant reçu les ordres de l'autorité supérieure (*sic*), que Herriot la main sur sa conscience de cristal, a jeté à la rue ou frappé lourdement 22 balayeurs municipaux; Herriot, à prudemment défendu, pour de mesquines raisons de procédure, par le Comité central des Droits de l'Homme, vertement flétri par le Congrès de la Ligue à Nancy.

Cette loi « d'obéissance passive » (Langevin) a passé à la Chambre le 25 mars dernier, par 453 voix contre 11 (3).

Toute occasion est bonne (et depuis toujours) pour exalter le chauvinisme agressif : inauguration (toujours) de monuments aux morts, défilés, culte

(2) Une *Instruction pratique* de Pétain, 1931, prévoit et organise la division de la population en deux groupes : un groupe *passif*, les femmes, enfants, vieillards, malades, « tous ceux qui ne sont pas indispensables à la vie de la cité », un groupe *actif*, les autorités, fonctionnaires, sapeurs-pompiers, Croix-Rouge...; seul ce groupe serait immédiatement pourvu de masques... — Et, d'autre part, seules les autos pourraient s'enfuir, assez rapidement peut-être.

(3) Voir dans *Libres Propos*, 25-6-1934, p. 311, la « protection » à Mannheim : nauséux tableau de cet abject capitalisme que nous envions à Hitler. Mais comment le Parti communiste a-t-il pu voter contre des mesures pratiquées en U.R.S.S.? Le Parti S.F.I.O. s'est abstenu... — A la veille de ce vote, le Comité central des Droits de l'Homme a (enfin!) mis en garde le Parlement et l'opinion contre cette subordination à l'autorité militaire, et contre des exercices militaires ou toutes mesures dont l'efficacité reste à prouver. Mais les balayeurs de Lyon ont-ils été réintégrés ?

idiot du soldat inconnu, expédition aventureuse d'un jeune écervelé en Abyssinie (au profit de l'agression italienne), assassinat d'Alexandre et de Barthou, question de la Sarre, etc. Partout, psychose de guerre.

Les prétextes

Ainsi s'encadre la décision gouvernementale de prolonger le service militaire.

En 1934, le grand ministre Doumergue et son ministre de la guerre Pétain ne font point allusion à des dangers pressants. Le 15 juin, Doumergue soimême disait : « Le gouvernement est décidé à appliquer loyalement la loi militaire actuelle. »

Tout à coup, des exigences nouvelles éclatent : il y a urgence. Et nous devons, sous peine de passer comme en 1913) pour traîtres, accepter sans discussion les demandes, les ordres de l'état-major. Cet argument d'autorité, ce culte des « compétences » militaires ou simplement du militaire, n'est pas nouveau. Quand Jaurès évoquait la mobilisation massive, M. Driant lui répondait : « Du moment que le général Pau vous dit : Non, tout votre raisonnement tombe. » Quand il citait le général Maitrot affirmant que le choc n'aurait lieu que « le 16^e jour » après l'entrée en guerre, un nommé Samalens répondait : « L'argument peut se retourner (*sic*). Le général Maitrot est partisan du service de trois ans. » (4).

Mais cette imbécile servilité est plus grave encore aujourd'hui, après « la plus incroyable accumulation d'erreurs et de fautes que des événements dramatiques puissent mettre à la charge d'un groupe d'hommes. Nos grands chefs firent leur métier dans les conditions d'imprévoyance, de sottise, de routine telles et avec des résultats si désastreux que tout serviteur civil en eût été disqualifié pour toujours » L. Emery, *La Flèche*, n° 32, 9 février). Ajoutons que, loin de « sauver la face » à Nivelles, comme Painlevé après le 16 avril, la Convention l'eût envoyé à l'échafaud, avec beaucoup d'autres.

Ainsi, nous n'abdiquons rien de notre raison levant les culottes de peau, pas plus qu'au temps de l'affaire Dreyfus.

Quels sont donc les motifs invoqués par le président du conseil ?

Le réarmement de l'Allemagne. Les classes creuses. La nécessité de faire face « dès les premiers jours de la mobilisation » (J. Fabry) à une attaque brusquée.

Le réarmement de l'Allemagne, — inexistant à la date de 1927 (Foch, 17-11-27), — était connu depuis longtemps (et voulu ou accepté allégrement chez nous) : Franklin-Bouillon, avec raison, flétrit « l'hyocrisie de la surprise en face du réarmement allemand ». Des mesures pouvaient être prises, qui ne l'ont pas été, — à dessein (5).

(4) Cette lecture des débats de 1913 est salubre. Nous ne pouvons pas, même si nous l'avions fait alors (?), partager le robuste optimisme de Jaurès à l'égard des social-démocraties, sa confiance dans l'avènement du socialisme par les réformes démocratiques, — et nous ensons que, moins jauréssiste qu'un Renaudel ou un Paul-Boncour, il modifierait son projet redoutable de milices nationales, devant les faits nouveaux. Mais, cela part, quel contraste entre la puissance prophétique de Jaurès et la misère intellectuelle de ses adversaires !

(5) Il est d'ailleurs, de toute évidence, dirigé avant tout contre la Russie, et non contre la France. Mais l'on eût arguer, n'est-ce pas ? que nous devons être prêts — comme en 1914 — à soutenir par les armes « notre alliée la Russie ». Précisons donc. « Contre toute coalition antisoviétique, oui, certes, et pour toute défense de l'U.R.S.S. contre un agresseur éventuel, à condition que cette

Les effectifs, les classes creuses? Au début 1933, dit Flandin, 278.000 hommes disponibles (J. Fabry dira : 543.000, dont 350.000 dans la métropole). En Allemagne, au début 1936, au moins 600.000; en France, 208.000, plus 72.000 de forces mobiles, réservées à nos forces d'outre-mer.

Combien les dix-huit mois, les deux ans ajoutent-ils? 50, 80.000? Peu importe. A cette question d'effectifs, Jaurès déjà avait répondu : « Vous allez porter votre lutte avec l'Allemagne précisément sur le terrain où vous êtes sûrs d'avance d'être vaincus. Rien ne fera jamais que 40 millions d'hommes puissent fournir autant de soldats que 65 millions; deux ans, ni trois, ni quinze ans de service. Pourquoi les deux ans (et le service de trois ans est déjà amorcé, par l'Ordre, l'Action française) modifieront-ils l'insécurité relevée par Pétain : « Certes, nous pouvons marquer à notre profit l'existence de nos fortifications. Cet avantage certain ne suffit pas lui seul à balancer la supériorité du potentiel de la Reich tient de sa population, de son outillage industriel, de l'entraînement militaire de sa jeunesse. La loi de deux ans seule peut assurer au peuple français la quiétude, donner confiance à nos alliés, décourager l'adversaire, et procurer à la paix européenne les plus grandes chances de stabilité. » *La Couraiger l'adversaire?* On l'a vu dès le lendemain 15 mars, par la déclaration du service obligatoire en Allemagne, — menace discrètement annoncée le par Herriot en tremolo-la-main-sur-le-cœur, affirmant sans ambiguïté par Paul Reynaud. « Deux ans de service, c'est lourd peut-être. Une guerre et une défaite seraient plus lourdes encore » (Desiré Ferry). On sait que les trois ans ont « évité la guerre » — quant à la défaite? Le lieutenant-colonel Mayer pense que l'augmentation des effectifs poussa Joffre à clencher des offensives qu'il n'eût pas osées sans cela, et qui furent des désastres. « C'est l'armée active qui a perdu les premières batailles. C'est la réserve, avec les nouvelles levées, qui a remporté la victoire. N'invoquons donc pas le précédent 1913. »

Même du point de vue de la vraie, de l'efficace défense nationale, il faut une armée de plus en plus technique, de plus en plus moderne, mais non du tout nombreuse. D'ores et déjà, l'armée est, et doit être, une armée de métier (cf, sur ce point, et de point de vue « efficacité militaire et défensive », les articles de Pierre Cot dans les *Cahiers des Droits de l'Homme* du 10 février 1935 et la *Flèche* du 30 mars 1935).

L'escroquerie morale. Mais alors, ces fortifications, elles ne sont donc pas suffisantes? Les 7 milliards jetés dans le sol de la frontière, ces « organisations défensives permanentes » que chantaient triomphalement, en 1929, Desiré Ferry, rapporteur de la Commission de l'Armée, et le ministre Messimy (J. Fabry, 29 décembre, p. 4767, 4775), elles sont inefficaces. 10 milliards à l'aviation, ils sont gaspillés. Et non seulement on nous a trompés en affirmant que fortifications et matériel remplaceraient des poitrines humaines, non seulement on a commis ainsi « une escroquerie morale » (*l'Œuvre*), — mais est-ce bien la seule escroquerie? Comment faut-il entendre le général Maurin, le 15 mars : « Je sais bien que nous sommes routiniers. Je sais bien que nous n'avons pas les mécaniciens de la marine, ni les mécaniciens de l'aviation, mais je sais aussi que nous n'avons ni marine ni aviation » !!! Qu'est-ce que

défense exclue les moyens militaires! Mais, non seulement nous n'avons pas les moyens militaires, mais nous n'avons pas le but, l'encerclement de l'Allemagne ou une guerre préventive qui en serait la forme aiguë. » (L. EMERY, *la Flèche*, 21-3-1935.)

gnifie pour les budgets d'hier? Et qu'est-ce que ça promet pour ceux de demain!

L'attaque brusquée? L'état-major et ses trompettes obéissent tout et n'apprennent rien (car il le faut ainsi pour les meneurs du jeu). Ici encore Jaurès avait répondu, prophétisant exactement ce qui arriva un peu plus tard. Mais aujourd'hui la réponse est moins simple, — et la stupidité militaire plus grave encore. Les effectifs de l'active ne serviront pas plus demain qu'hier à une offensive brusquée, — l'offensive par l'infanterie, si elle a lieu, exigera demain comme hier des masses compactes et de longues marches (6). Mais l'attaque foudroyante, destructive et démoralisante, elle aura lieu (d'Allemagne? ou de France? ou d'ailleurs?), une nuit, sans déclaration de guerre, avant toute mobilisation, par certaines divisions déversant des milliers de bombes toxiques, explosives, incendiaires. Plus il y aura d'hommes dans les casernes et dans les forts, plus il en périra d'un seul coup (avec les civils) (7).

Les effectifs doublés, triplés, décuplés, c'est une conception puérile et périmée, dont l'état-major ne défait pas, — parce que ceux dont il est l'instrument ont intérêt à ne pas s'en défaire.

Désarmement ? Jamais Réarmement, toujours

Car la France (ce qu'on appelle ainsi pour notre compte) n'a jamais voulu le désarmement, ni de l'Allemagne, ni le sien. Tout a été fait pour exaspérer l'Allemagne, la menacer, l'encercler, l'obliger à la guerre et à la violation de la lettre du traité dont la France trahissait l'esprit.

L'humiliant et impardonnable traité. « Il n'est pas dans la nature des choses que, dans la défaite, un peuple vaincu perde l'esprit de guerre » (Poincaré, discussion des trois ans, 1913).

Dès 1920, à Spa, 150.000 hommes de police accourus à l'Allemagne par Poincaré, en plus des 100.000 qu'il avait laissés Versailles.

Nous (politique Poincaré) avons sauvé la face du militarisme allemand » (Painlevé, Bordeaux, 15 octobre 1922). Mais si en 1923 Herriot et Painlevé étaient à la tête de l'opposition contre Poincaré et dix-huit mois, en 1926, « l'esprit du G.Q.G. a reconquis toute son influence au ministère de la Guerre » (ministre de la Guerre : Painlevé) (« Armée et Démocratie », 15 novembre 1926).

1923-24 : la Ruhr. — 1927 : la proposition Litvinov (et l'imbécile réfutation Paul-Boncour). — Août 1928 : le pacte Briand-Kellogg, immense bobard d'un ancien chef d'Etat signataire n'a pris au sérieux. Février-avril 1931 : la conférence navale de Londres, et les chiffres faux du mémorandum Tardieu fondés sur les flottes françaises de 1914 et 1930, pour prétendre surarmer en prétendant désarmer.

1931 : le budget militaire truqué, camouflé dans les autres ministères. — Juin : le délire chauvin d'Herriot... devant le fameux croiseur *Deutschland*. 1931-32 : l'invention saugrenue de l'armée internationale, Tardieu et Paul-Boncour.

Toutes les propositions, de l'Italie, des Etats-Unis, de l'Allemagne, repoussées, torpillées. Idem pour le

« Si notre armée active n'est pas apte à faire face, les premiers jours de la mobilisation, à un danger qui semble grave, nous risquons d'être abattus aussitôt. » (M. FABRY, à la Chambre, 15-3-1935.) Voilà « les leçons de l'histoire » !!!

« Il n'est malheureusement que trop certain que dans les grandes villes, telles qu'elles sont constituées, pourront être brûlés entièrement dans les premières heures d'une guerre future. » (Colonel VAUTHIER, *Danger aérien*.)

plan Macdonald en mars 1933. — Avril-juin 1934 : les voyages d'encercllement de Barthou.

Le *Journal*, 20 juillet 1934 : l'Angleterre a 1.500 avions militaires, l'Italie 1.650, la Russie 1.700, le Japon 2.100, les Etats-Unis 2.660, la France 3.000. — ainsi a-t-elle donné « l'exemple du désarmement » (Herriot). — Poincaré au Panthéon (Aux petits hommes les Forges reconnaissantes).

Le crime des crimes, c'est de faire un effort pour la paix. En 1929-30, Briand et Stresemann essaient de liquider la Sarre (300 millions de marks-or offerts par l'Allemagne à la France); en 1931, Briand essaie avec l'Italie une limitation navale. Les Forges ne leur ont pas pardonné.

Et ainsi de suite. Et ceci nous amène aux motifs réels de cette urgente prolongation du service.

Les deux motifs réels

Ce sont les mêmes que le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes a relevés avec force contre la loi de défense passive (qu'il ne faut pas séparer des deux ans) :

1° « Profiter d'une angoisse habilement propagée pour soumettre la France tout entière à cette caporalisation, à cette obéissance passive qui sont la base même du fascisme. » C'est pourquoi Pétain veut « améliorer la qualité de l'armée », mieux : former l'esprit militaire par l'encasernement prolongé, par l'emprise méthodique de la discipline. Des soldats plus dociles à tous les ordres d'en haut, — pour la guerre étrangère, ou coloniale, — ou pour la guerre sociale;

2° « Les appétits des marchands de masques, des fabricants de béton et autres fournisseurs de guerre », fournisseurs de bleu horizon, de croquenots, de fusils-mitrailleurs, etc., sans compter l'appui des bistrots et des bordels. — Raison essentielle et qui suffirait à tout expliquer de la politique française devant le « désarmement » et devant l'Italie et l'Allemagne. Deux textes seulement :

L'Eclair de Nice du 2 février : « On est d'accord pour penser que la présence d'Hitler au pouvoir, du moment qu'il est encadré, comme c'est le cas, par un groupe de généraux, est une garantie d'une longue période d'armements progressifs, dont les affaires ne pourront que bénéficier. »

Tout récemment, *l'Information* du 10 mars 1935 : « Les entreprises spécialisées dans la fabrication du matériel de guerre, armements, munitions, continuent à retenir l'attention (entendez : des spéculateurs). Le programme de renforcement de la défense nationale a dû leur valoir de nouvelles commandes. »

On s'en doutait, mais ce cynisme révélateur apporte la certitude, — et le vrai motif des déclamations patriotiques...

Et si l'on ajoute qu'au début de mars 1935 s'est tenue à Cannes la Conférence internationale de l'acier, il ne sera pas téméraire de se demander quel lien il y a entre les entretiens des Schneider-Krupp, maîtres de l'Europe, et les décisions franco-allemandes des 15 et 16 mars... Du coup, d'ailleurs, ont monté de 30 points, dans le désarroi général, les actions Schneider (*Temps*, 18 mars), et les valeurs allemandes d'armements « sont particulièrement fermes » (*Information financière*, 19 mars). Ne serait-ce point assez clair ?

La capitulation des partis

Comment se sont comportés les partis dans ces discussions hâtives et escamotées ? Les partis de gauche, les autres ne comptent pas pour nous.

Comme on pouvait s'y attendre.

Le parti radical, dans sa grande majorité, a mani-

esté sa capitulation accoutumée et totale, par la voix retentissante et trémolante de son grand chef, véritable fossoyeur de l'école laïque (1926), de la République et de la Paix, qu'il affirme défendre. Le plus grotesque dans cette attitude, ce que le bouillonnant Franklin, avec raison encore, appelle « *l'hyocrisie* en ce qui concerne les moyens proposés pour y faire face (au réarmement allemand) », c'est cette affirmation d'Herriot (à la suite de Flandin) :

« Loi de deux ans? Non. Loi d'un an? Je l'ai votée, je ne peux pas vous en refuser l'application. » Ainsi, ce nos jeunes gens partent allégrement : ils feront eux-mêmes, mais sous le régime de la loi d'un an! (8). Cette imbécile tartuferie prend auprès des adulateurs serviles. Et la République d'Herriot survivra, quand elle n'aura plus rien de républicain...

Le parti S.F.I.O., avec d'évidentes bonnes volontés stimulées par la masse, mais emprisonné dans son dogme antisocialiste de la défense nationale, enverrait sans hésiter les prolétaires français massacrer les prolétaires allemands; et l'appel pressant, par droits éloquent, de Léon Blum, en est foncièrement vicié (voir la prodigieuse citation de Blum, dans la R.P. du 25 mars, p. 19 : « Pour répondre à une agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne, nous les travailleurs de ce pays se lèveraient, comme les autres Français. ») C'est l'union sacrée.

Obsédé par la défense de l'U.R.S.S. (dont il faut reconnaître qu'elle est menacée par la Germanologie), enquiné par ses adversaires qui lui obtiennent sans cesse la formidable armée russe (9), et empoisonné par le dogme léniniste : « En cas de mobilisation, il faut partir, prendre les armes, et s'en servir pour la révolution » (10), le parti communiste, artisan-adversaire de la guerre d'où sortirait la révolution, nous montre chaque jour son embarras et ses contradictions; la vigoureuse réplique de Thorez à la Chambre n'avait rien de spécifiquement révolutionnaire.

(8) D'où le mécontentement véhément de ceux qui veulent la garantie durable des deux ans légaux, et qui, M. Bailly, qui s'y connaît en voies obliques, auraient voulu que Flandin abordât l'obstacle « non par l'oblique, mais en pleine ligne droite ». Flandin se séparait ainsi des « réactionnaires » par trop compromettants, et s'assurait l'appui aveuglé des herriotistes.

(9) L'assimilation courante entre l'armée d'un pays qui fait sa révolution, et qui en défend les conquêtes, et l'armée d'un pays capitaliste, est parfaitement inintelligente : le soldat de 93 combattant pour empêcher le retour de la monarchie absolue et des privilèges féodaux, a rien de commun avec le soldat tué en 1925-35 au Maroc pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, en 1914-18 pour Schneider et Zaharoff. L'armée rouge, si elle défend un Etat nouveau vraiment révolutionnaire, est légitime. Mais : 1° la Révolution russe a par trop été angé; 2° la vieille tactique russe du « désert devant l'ennemi » resterait toujours la plus efficace, la plus économique de vies précieuses et la plus « révolutionnaire ». Elle qui déprimerait, dissoudrait l'ennemi, et permettrait de le convertir à la Révolution...

(10) « Les combattants doivent partir pour n'importe quelle guerre réactionnaire » (Lénine). Et, donc, accepter le sacrifice « capitaliste » de milliers de militants, de millions d'innocents, dans le plus aléatoire espoir de révolution... Rappelons encore la double prophétie de Thorez, en ce discours interdit à Berlin le 9-7-1905 : D'une guerre européenne peut jaillir la Révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer; mais il en faut sortir aussi, pour une longue période, des crises contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades de haines basses, de représailles et de servitudes. Et nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer, sur ce coup de dé fatal, la certitude d'émancipation progressive des prolétaires... »

La Défense Nationale

Car la question dominante, celle qu'un révolutionnaire véritable, et indépendant, eût exposée avec force, était celle même de la défense nationale, échappant à tout sophisme, surtout aujourd'hui. Car :

1° La défense nationale avait un prétexte, une apparence de raison, lorsqu'un « rempart de poitrines humaines » empêchait effectivement l'ennemi d'envahir le territoire, de dévaster et massacrer. Aujourd'hui, l'aviation se rit de cette défense dérisoire. Défendre une nation par les armes, c'est l'anéantir;

2° Seule existe l'Internationale des Armements, l'argument patriotique qu'elle paye dans la presse n'est que mensonge. Fait bien connu, et encore insuffisamment cependant. Connaît-on assez la déclaration d'Abd-el-Krim à Maurice Martin du Gard, dans son *Voyage à Madagascar* : « Fusils, canons, mitrailleuses, tout m'a été vendu par M. Schneider, du Creusot, qui n'en ignorait pas l'emploi. » — De M. Bailly, dans *l'Intransigeant* : « C'est pour l'Allemagne que les usines Skoda, de Pilsen, qui sont aux mains d'ingénieurs allemands, travaillent des tanks du dernier modèle. » Cette Skoda tchécoslovaque qui travaille à plein pour le Reich (et qui avait stipendié les hitlériens) est « une affaire à capitaux français, filiale de l'Union Européenne et du Creusot » (*Nouv. Eco. et Fin.*, 7 décembre 1932). Nos soldats sont morts mourront) assassinés par M. Schneider : et voilà la défense nationale;

3° Les prétendues guerres de défense nationale ne sont donc, en régime capitaliste, que des guerres au profit des capitalistes; l'armée « nationale », sous quelque forme que ce soit, n'est, en régime capitaliste, à l'extérieur et à l'intérieur, que le dogme du capitalisme, français et international.

Et ceci nous conduit au rôle social que jouent les récentes mesures militaires.

La réaction sociale

La plaisanterie est amère de dire que les dix-huit mois ou les deux ans vont atténuer la crise économique actuelle, apporter une solution au chômage.

1° Par les « travaux » ainsi stimulés dans le textile, la métallurgie, etc. : comme si ces travaux, essentiellement improductifs, n'étaient pas les plus typiques parmi ceux qui enrichissent une minorité et appauvrissent la masse, et par là aggravent la crise économique et sociale;

2° Par le gîte et le pain accordés à 100.000 hommes : « Supprimons l'allocation de chômage pendant six mois aux jeunes gens libérés du service militaire. Nous aurons sans doute ainsi de nombreux renseignements de six mois. » (Interview Archimbaud, *Action française* du 3 mars). « La prolongation du service assurera pour un an la subsistance de 140.000 recrues de plus. » (*Paris-Midi* du 7 mars). — Dès le 20-23 mars, les circulaires Maurin et Jacquelin (Guerre et Travail) ont décidé que les libérables qui n'accepteront pas de rengager dans leur emploi seront considérés comme ayant refusé un emploi et privés de l'allocation de chômage. L'odieux cercle se resserre.

Profiter du chômage pour enrégimenter une jeunesse inoccupée, découragée et mécontente, c'est un acte proprement hitlérien. C'est former une Reichswehr consistante et puissante, prête à toutes les aventures, à tous les coups de force. Ses promoteurs le savent bien, et le trouvent bon. L'un des porteurs de parole les plus sonores de l'état-major (et du capitalisme), Kérilliss, l'a déclaré nettement, dans *l'Eco. de Paris* : « Les deux ans doivent donner le signal du redressement national contre le Front communiste à la solde de l'étranger. » Clair langage. Toute la

minelle oppression hitlérienne est incluse dans ces mots (11).

La prolongation du service, la défense passive (53 voix contre 11, et l'abstention S.F.I.O.), et toutes les mesures restrictives de nos libertés sont significatives du régime politique et économique où nous vivons, et qui tente, par tous les moyens, l'asservissement total des travailleurs.

Comment ceux-ci réagiront-ils? Ce n'est pas nous qui pouvons le dire. La provocation brutale du 6 février 1934, la tentative bonapartiste de Doumergue (si stupide qu'il fut aussitôt débarqué par les Forges ou les Banques), avaient suscité quelque défense « républicaine »; les moyens plus habiles de Flandin, militarisation « patriotique » de la jeunesse, tentatives patronales, passent sans résistance sérieuse. Le danger, plus dissimulé, est plus grave, — et la classe ouvrière plus amorphe. Son unité ne s'est pas réalisée, l'unité d'action même a faibli. Les partis politiques manquent de sincérité et de vigueur dans la pensée et dans l'action.

Réveiller la vigilance et les énergies ouvrières, organiser la jeunesse, l'adolescence, contre l'emprise capitaliste et nationaliste : tâches immenses et urgentes.

Quel but réel, et aussi quel « mythe » sorélien, doit animer ces jeunes et tous ceux qui luttent contre la guerre, contre les deux ans, contre le fascisme? La preuve en est faite maintenant aux yeux les plus pressés; j'emprunte la vigoureuse déclaration de *Nouvel Age* (21 mars 35) :

« Contre la guerre, il n'y a d'autre moyen efficace que la révolution qui détruira le régime capitaliste. Nous ne reconnaissons que le devoir de combattre et de renverser tous les gouvernements capitalistes et fascistes, organisateurs de la guerre.

Dans l'état actuel de l'Europe, l'entreprise peut paraître chimérique : elle est cependant la seule qui soit raisonnable; elle est également la seule qui donne à la fois une raison de vivre ou de braver la mort.

C'est à elle que nous donnons nos efforts; c'est pour la réaliser pratiquement que nous faisons appel à nos camarades à qui nous lançons ce mot d'ordre : *Si tu veux la paix, prépare la révolution.* »

Elie REYNIER.

P.-S. — Une « mise au point » est à peine rédigée elle n'est plus au point...

Le 20 mars, au Sénat, M. Flandin déclare : « Pouvons-nous attendre le mois d'avril 1936 pour prendre ces mesures (de prolongation) et pour les porter à la connaissance des intéressés? Nous ne l'avons pas pensé. Il y avait là une question de loyauté à l'égard des recrues à incorporer; il fallait les avertir à l'avance du temps qu'elles auraient à rester au service militaire. »

C'est pourquoi M. Flandin a décidé, le 6 avril 1935, que les incorporés d'avril 1934, libérables en avril 1935, allaient être maintenus au service pendant trois mois de plus.

Evidemment, ils ont été « avertis à l'avance » (deux jours...). C'est « une question de loyauté »...

M. Flandin, ensuite, a fait allusion aux « incidents », aux « difficultés » qui se produisirent lorsqu'en 1913 on retint dans les casernes ceux qui devaient être libérés. « Nous devons avoir le souci de empêcher le renouvellement ». — Ce souci du 20 mars, il ne l'avait donc plus le 6 avril ?

(11) Avec un budget militaire toujours plus écrasant, nous préparons à réaliser la parole de Mussolini : nos ouvriers et nos paysans mangeront de l'herbe, mais leurs cuirassés se construiront. »

La prochaine « dernière »

Quel formidable culot

Le gouvernement français prétend amener la « conscience universelle » contre la violation par l'Allemagne des engagements qui lui ont été imposés par le traité de Versailles.

Et quand la France a violé les engagements qu'elle avait librement pris à l'égard de l'Amérique pour le paiement de ses dettes, n'était-ce pas bien plus la violation « unilatérale » d'engagements pris?

— Jésuites !

Selon que vous serez notre ami ou notre ennemi.

Lorsqu'il y a quelques mois la Pologne annonça publiquement et officiellement qu'elle ne respecterait plus les engagements qui avaient été stipulés dans les traités de paix pour le traitement des minorités, violant ainsi une clause essentielle d'un traité qu'elle avait librement accepté, le gouvernement français se garda bien de protester.

Mais quand c'est l'Allemagne qui dénonce les clauses militaires du traité de Versailles, les traités de paix reviennent alors sacro-saints : la France invite le monde entier à protester contre ce « manquement à la parole donnée » !

— Jésuites !

Mobilisation italienne

Il y a des mesures de mobilisation connues. La plus claire est celle de Flandin gardant dès maintenant sous les drapeaux les libérables d'avril, et en envoyant un grand nombre (comme les Marocains de Privas) dans la zone frontrière du Nord-Est.

Il y en a d'autres, peu connues. J'ai appris à Nice, de la façon la plus claire, par plusieurs Italiens de famille différentes et ne se connaissant pas entre eux, que tel ou tel de leurs voisins de village ou de leurs parents avaient été rappelés sous les drapeaux, et expédiés vers... l'inconnu. Dans un seul village, de « 150 propriétaires » vingt-trois hommes sont partis, dont l'un de 36 ans...

Abyssinie? Frontière autrichienne?

De tels faits sont-ils fréquents? Je l'ignore. Des camarades ont-ils d'autres renseignements sur ce sujet? — E. R.

Distinguo

Litvinoff, à Genève, ne défend pas, paraît-il, le traité de Versailles, mais... il condamne ceux qui le violent.

Que serait-ce s'il le défendait!

Nouveau collier de Bellon

« L'accord franco-soviétique est virtuellement conclu. Je m'en félicite. » — Emile BURÉ (*Ordre*, 20-4-35).

✱

« Pour se sauver de la servitude hitlérienne, notre pays doit faire appel à tous les concours qui s'offrent à lui et celui de la Russie n'est, certes, point négligeable. » — Emile BURÉ (*Ordre*, 8-4-35).

✱

« L'accord (pacte franco-russe) qui naît aujourd'hui éloignera le danger d'une attaque et d'autant plus aisément qu'il n'est que le premier d'une série. La Petite Entente, qui a déjà signé avec Moscou des ententes particulières, s'agrègera à un pacte d'assistance mutuelle. L'Italie, on connaît ses dispositions. Et voilà de quoi donner à réfléchir à Hitler, quelle que soit sa frénésie. » — GALLUS (*Intransigeant*, 20-4-35).

A BAS TOUTES LES GUERRES

Contre toute guerre, des voix s'élèvent...

« Pour rien au monde... »

Je ne marche pas pour la guerre; sur aucune guerre. Je me refuse à prendre position dans le conflit qui vise les forces antagoniques des nationalismes et des impérialismes rixes. Je demeure inébranlablement fixé à la position que j'avais prise en 1914 et que j'ai conservée pendant toute la guerre. Plus que jamais, je suis fidèle à l'esprit zimmerwaldien qui m'a garanti contre l'erreur d'une localisation unilatérale des responsabilités du massacre. Cette erreur, qui a consisté à affirmer d'abord que l'Autriche seule était responsable et ensuite que l'Allemagne seule avait allumé la guerre, je ne l'ai pas partagée; je me garde aujourd'hui de me laisser tenter par elle sur un autre terrain. Comme tant d'autres, j'ai recueilli les preuves que nos gouvernements m'avaient envoyé à la bouche pour le tsar, pour Sazonof, pour cette canaille d'Isvolsky » et que l'incarcéré, Edward Grey, Bethmann-Hollweg et Guillaume II étaient au même titre les fauteurs de la guerre. Je ne veux pas recommencer. Hitler est considéré présentement comme le brigand n° 1. Avant lui, Mussolini tenait cette première place. Je m'enferme dans cette évaluation, je risquerais de prendre la position unilatérale et d'accepter l'erreur. Je ne m'enferme pas dans ce cas, comme je ne prends pas cette position, je n'accepte pas la guerre sous cette forme.

Je crains le malentendu, le double malentendu de 1914, et je supplie que l'on y prenne garde. Je n'entends pas méconnaître le danger que représente l'hitlérisme et ne prétends pas en réduire la gravité. Mais les autres Etats ont-ils décliné avant que l'Allemagne réarme? Les autres Etats ont-ils appliqué les usages de leurs propres traités; ont-ils respecté et appliqué le Covenant de Genève; ont-ils assuré la réussite de la Conférence du désarmement? Non. C'est à cause de leur criminelle imprévoyance que nous avons une Allemagne hitlérienne et militaire; et ceux qui ont maintenu les armements réalisés et qui ont préparé la course aux armements d'aujourd'hui. Donc, les responsabilités dans la guerre qui menace ne sont pas localisées dans la seule Allemagne, elles se répartissent entre tous les Etats et se pesent sur les épaules des gouvernements de tous les pays et sur les des bourgeoisies dirigeantes.

Je vois les index pointés dans ma direction pour me dire :
 — Alors, confiance en rien, camarade Dumoulin? La guerre fatale et le enchaînement des alliances et l'enchaînement au massacre?
 Je réponds :
 — Confiance en nous, à la condition d'opposer un refus total à la guerre et une action révolutionnaire à la bourgeoisie. Qu'on le sache bien: il n'y a qu'une menace qui peut faire

reculer la bourgeoisie nationaliste dans ses desseins criminels, c'est la révolution. Nous devons faire de cette menace une certitude et une certitude internationale. La révolution en Allemagne, en Italie, en Autriche, en France, nous libérerait à la fois du fascisme et de la guerre. Mais il faut la vouloir et préférer ses risques plutôt que ceux qui nous conduiraient aux frontières ou aux camps de concentration.

Que font donc nos Internationales dans ces heures graves? Ne leur appartient-il pas d'internationaliser la menace et la certitude de la révolution? Qu'elles le disent; que nos partis parlent haut et clair. Moi je répète : pour rien au monde.

(Le Populaire.) G. DUMOULIN.

« Soutien inconditionné de l'U.R.S.S. » ?

Lorsque Léon Blum, chef du Parti socialiste (S.F.I.O.) déclare, du haut de la tribune de la Chambre :

« Je suis convaincu, messieurs, je le dis en pesant mes mots, que, pour répondre à une agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne, tous les travailleurs de ce pays se lèveraient, comme les autres Français » ;

on sait ce que cela signifie. On le sait d'autant mieux que Lucien Voilin disait au Sénat, quelques jours après, au nom du même parti :

« Je déclare d'abord, au nom de mes amis socialistes, que nous sommes et avons toujours été partisans de la défense nationale ».

Comme il est impossible, quand une guerre impérialiste éclate, de savoir quel est l'agresseur (se rappeler 1870 et 1914), cela revient à dire : « Nous marcherons, dans tous les cas, derrière nos dirigeants, avec le capitalisme français, ou plus exactement nous nous efforcerons d'entraîner le prolétariat en ce sens, comme nous l'avons fait de 1914 à 1918 ». Cette position n'est pas internationaliste, elle n'est pas même foncièrement socialiste puisqu'elle exclut la lutte de classe au moment où il faudrait l'accentuer : elle est contre-révolutionnaire et en contradiction formelle avec la résolution du congrès socialiste international de Stuttgart confirmée à Bâle; elle substitue à la formule prolétarienne si lumineuse : « Travailleurs de tous pays, unissez-vous », le mot d'ordre capitaliste monstrueux : « Travailleurs de tous pays, massacrez-vous ».

Cette position, nous n'avons cessé de la combattre de toutes nos forces, mais elle a pourtant un mérite : elle est claire. Derrière les dirigeants S. F. I. O., si leur parti ne se ressaisit pas, et à plus forte raison derrière la C. G. T. de Jouhaux et les néo-socialistes, on sait où l'on va : vers la dernière boucherie mondiale dans l'union sacrée !...

Derrière le Parti Communiste et la direction de notre C.G.T.U., dont les mots d'ordre se confondent, bien qu'il ne soit plus question du « rôle di-

rigeant » du Parti, peut-on savoir où l'on va? Est-il possible, en d'autres termes, pour le prolétariat français, de concilier désormais le défaitisme révolutionnaire et le soutien inconditionné de l'U.R.S.S. selon la déclaration de Gitton ?

Une première et grave question se pose : L'U.R.S.S. est-elle encore vraiment le pays de la Révolution prolétarienne ?

Admettons-le à priori. Admettons pour l'instant que la dictature stalinienne s'exerce toujours en faveur du prolétariat, que le régime soviétique n'est pas en pleine dégénérescence bureaucratique, que le capitalisme d'Etat peut constituer une étape vers le communisme, bref que la Russie de 1935 est toujours le pays où — par ses voies assez détournées mais parce qu'il n'est pas possible de faire autrement — on « construit le socialisme ».

Il n'en serait pas moins vrai que l'U.R.S.S. fait partie maintenant du concert des brigands impérialistes — c'est-à-dire de la Société des Nations qu'elle est entrée dans la voie des « pactes d'assistance » avec des nations capitalistes, qu'elle participe d'une façon active à la politique d'encerclement de l'Allemagne — la menace qui nous a menés à la guerre en 1914 — et que dans la nouvelle guerre préparée cyniquement par tous les Etats elle sera dans le même camp impérialiste que la France du Comité des Forges, du gouvernement Flandin et du maréchal Pétain, de Wendel et de Finaly.

Si la guerre éclate dans ces conditions, le devoir des travailleurs du Reich et des pays dressés contre l'U.R.S.S. est clair : ils doivent lutter contre leur propre gouvernement, abattre leur régime néfaste pour assurer la paix avec leur émancipation.

Le devoir des prolétaires de France et des autres nations liées à l'Etat soviétique par les pactes dits d'assistance est-il clair? Et quelle sera, au moment décisif, l'attitude du P.C. et de notre direction confédérale ?

La grève générale insurrectionnelle, la guerre civile en face de l'ennemi présenté comme l'agresseur puis qu'il attaquerait en même temps l'U.R.S.S., « force de paix », « patrie des prolétaires », etc.; mais ce serait l'écroulement presque certain de la Russie, qui cherche actuellement des appuis parmi les pays impérialistes précisément parce qu'elle se juge impuissante à lutter seule...

Alors, le « soutien inconditionné de l'U.R.S.S., qu'est-ce que cela signifiait? Dites-le nous !...

Voilà, à cette heure si grave de l'histoire, le point précis sur lequel il faut une explication entre nous. Le soutien inconditionné de l'U. R. S. S. qu'est-ce que cela comportera au moment de la mobilisation? Et si l'U.R.S.S., derrière l'I.C., embouche la trompette guerrière, que fera notre C.G.T.U.? Sera-t-elle contre la défense nationale quand même ou s'abandonnera-t-elle d'une façon aussi lamentable que la C.G.T. de 1914, sous prétexte de rester avec l'I.C. « qui ne peut se tromper »? Toute réponse évasive ne saurait nous satisfaire.

(Ecole Emancipée.) L. BOUET.

Le Parti Communiste prépare son entrée dans la prochaine union sacrée

ans la R. P. du 10 août 1934, mais qu'à la prochaine «
» nous lirions un appel aux ar-
du bureau politique du parti com-
uniste pour défendre l'U.R.S.S. et
le fascisme allemand.

écrivait ces lignes, je ne croyais
que la marche à la guerre soit
rapide. Sans doute, la Russie
éviter le conflit. Les groupements
communistes font une obligation aux
de trouver des débouchés à leurs
vités. C'est ainsi que Hitler, allié
la Pologne, espère faire de
traine un Etat vassal, qui leur
nirait du blé et où ils écrouleraient
produits.

U.R.S.S. prend peur, non sans rai-
et recherche des alliés en vue de
pas écrasée par la capacité de
action allemande en armements :
asphyxiants, canons, avions, etc.
récent vote de la loi de deux ans
coup de poing d'Hitler, répliquant
la mesure par le service militaire
gatoire, ont précipité les événe-

es intérêts capitalistes français ne
vont pas laisser écraser l'U.R.S.S., car
ce serait alors l'hégémonie de l'Alle-
en Europe, ce qu'ils veulent à
prix éviter.

ya donc intérêt pour les Russes
que la France soit fortement ar-
l'U.R.S.S. approuve entièrement
de deux ans et la demande de
de Flandin à la Commission
finances de 1 milliard 800 millions
l'armée de l'air; 4 milliards 500
pour l'armée de terre.

and on connaît l'état de domesti-
ces partis communistes envers
l'U.R.S.S., on est obligé de sourire de
la manifestation du P. C. dans l'*Humani-
té* contre la loi de deux ans.

le P. C. fait dans l'*Humanité* beau-
de bruit contre les deux ans. Par
ailleurs, il fait en sorte, comme nous
verons plus loin, de ménager le
gouvernement. Ce double jeu du P. C.
ne doute chez de nombreux mili-
qui avaient encore gardé con-
en Moscou.

fonctionnaires du parti commu-
affirmer que l'on édifie le socia-
en U.R.S.S. La patrie socialiste
être défendue, disent-ils.

Comité national unitaire de mars,
secrétaire du parti commu-
déclara être « pour la défense
nationalisée de l'U.R.S.S. ». Le bu-
politique du P. C. est bien décidé
à tenir tout gouvernement, même
socialiste, qui sera l'allié de Staline.
ne sommes plus à l'époque,
pas lointaine — elle ne date

de quelques mois — où les chefs
du P. C. écrivaient dans l'*Humanité* et
déclaraient dans les meetings que les
traîtres qui faisaient courir le bruit
d'une alliance militaire de l'U.R.S.S.
avec la France n'étaient que de vils
calomnieurs.

Voici deux faits qui éclairent la po-
litique communiste.

Le ministre des Affaires étrangères,
Laval, devait inaugurer aux Lilas un
nouveau groupe scolaire. Socialistes et
communistes, unis dans un comité de
coordination, étaient décidés à mani-
fester contre Laval. Ils devaient se
réunir pour arrêter les modalités de
cette protestation.

Au dernier moment, le sous-rayon
communiste se décida à répandre un
tract se terminant par ces lignes :

« *Tout ce qu'il fait [le maire, Decros] c'est du battage électoral...*

« *Aussi, laissons Decros avec ses officiels, sa mascarade et ses discours faire ses comédies d'inauguration à répétition.*

« *Laissons-le tomber dans l'indifférence, mais demandons-lui des comptes au moment de la campagne électorale.* »

Après cela, les socialistes, mécon-
tents, demandèrent des explications
aux communistes, embarrassés; l'un
de ceux-ci avoua que l'on ne pouvait
pas décemment protester contre Laval
au moment où Litvinoff le couvrait de
fleurs.

Que l'on ne vienne pas nous dire
que les communistes des Lilas sont les
seuls responsables. Qui connaît la dis-
cipline qui existe dans ce parti sait
qu'aucune initiative n'est prise à la
base. C'est certainement par ordre du
sommet que ces camarades refusèrent
de participer à cette manifestation et
publièrent le tract.

Ce n'est déjà pas mal. Mais il y a
mieux.

Trente-cinq associations d'anciens
combattants avaient pris l'initiative
d'organiser une manifestation monstre
place de la Nation, pour le dimanche
7 avril, en vue de protester contre la
loi de deux ans et contre la guerre
qui revient.

« *Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, comme une guerre capable de porter la liberté et la République à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion !* »

P. MONATTE,

(lettre de démission du Comité confédéral, décembre 1914.)

Le ministre de l'Intérieur refusa
l'autorisation de la manifestation. Le
Comité antifasciste de la région pari-
sienne, composé de : l'Union des syndi-
cats confédérés, la 20^e Union régio-
nale unitaire, Parti Socialiste, Parti
Communiste, Ligue des Droits de
l'Homme, Front Social, Amsterdam-
Pleyel, etc., etc., s'émut du refus du
gouvernement de laisser se dérouler
cette pacifique manifestation.

Boville (confédéré), un des trois se-
crétaires dudit Comité, fit la proposi-
tion suivante :

Si le gouvernement maintient son
refus de laisser se dérouler la mani-
festation des anciens combattants,
organiser une manifestation devant les
casernes de Paris et de sa banlieue, le
jour qui devait être celui de la libé-
ration de la classe qui est obligée de
faire trois mois de rabiot.

Tous les délégués représentant les
organisations composant le Comité
antifasciste acceptèrent la proposition
de Boville.

Seuls, les communistes refusèrent
de s'associer à cette démonstration,
donnant des arguments de quinzième
zone.

La stupéfaction fut grande parmi les
délégués de voir les communistes ren-
oncer à une manifestation aussi op-
portune. De nombreux délégués inter-
vinrent afin de faire sentir aux com-
munistes la gravité de leur décision.
Ce fut en vain.

Il est hors de doute que le refus des
communistes empêcha une protesta-
tion monstre d'avoir lieu, qui aurait
traduit le mécontentement des travail-
leurs contre le vote de la loi de deux
ans et contre la guerre.

Le parti communiste fit ainsi le jeu
du gouvernement.

J'entends bien que le parti commu-
niste organisa, le dimanche 14 avril,
trois rassemblements en banlieue : à
Ivry, Bezons et Bagnolet, qui échouè-
rent d'ailleurs.

C'est pour sauver la face.

Nous ne nous laissons pas prendre
à ces enfantillages.

Le parti communiste prépare son en-
trée dans l'union sacrée qui se réali-
sera pour la prochaine guerre.

Nous verrons Cachin avec Blum
dans le ministère qui aura la respon-
sabilité de mener le conflit.

Une minorité de syndicalistes, de
socialistes et de communistes seront
les seuls opposants à la prochaine
guerre.

C. DELSOL.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'Angleterre, force de paix

Grâce à l'Angleterre, la conférence de Stresa ne s'est pas terminée en catastrophe, c'est-à-dire par la conclusion de la grande alliance tant souhaitée entre la France, l'Angleterre et l'Italie, alliance qui aurait amené inévitablement la guerre, la guerre « préventive » contre l'Allemagne. Malgré les articles comminatoires de Mussolini à la veille de la conférence, appuyés par toute la presse impérialiste française, et également par toute la presse stalinienne, l'Angleterre ne s'est pas laissée émouvoir. Elle a donné à nos couillons d' « hommes d'Etat » français la satisfaction d'amour-propre de signer avec eux une condamnation aussi grandiloquente que vaine des armements de l'Allemagne, mais, au point de vue matériel, elle s'est refusée à faire quoi que ce soit : elle n'a pris, comme dit Macdonald, « aucun engagement nouveau », ce qui signifie qu'elle s'est refusée à toute alliance contre l'Allemagne.

Quels qu'en soient les motifs, grâce lui en soient rendus !

Mais quels sont les motifs ? Pour quelles raisons l'Angleterre se refuse-t-elle, d'une façon à peu près constante depuis la guerre, à participer à une politique impérialiste en Europe ? Pourquoi n'a-t-elle pas cessé de jouer le rôle de frein dans la politique anti-allemande pratiquée si frénétiquement par la France, depuis que l'Amérique a permis à celle-ci de « gagner la guerre » ? On dit : c'est parce que l'Angleterre craint l'hégémonie de la France. Il y a peut-être de cela, mais je crois qu'il y a aussi des raisons plus profondes.

Le capitalisme s'est présenté à l'origine avec un rameau d'olivier à la main. « Paix et Liberté », telle était sa devise. Tous les économistes bourgeois de la grande époque voyaient dans la paix le plus sûr moyen de développer l'économie capitaliste ; en France même, les derniers tenants du libéralisme bourgeois, Yves Guyot, Frédéric Passy, furent des pacifistes déclarés ; l'impérialisme n'est, en fait, qu'une phase récente, la dernière, disait Lénine, du capitalisme. Or, selon une loi qui se vérifie toujours, ce sont les pays qui sont les derniers venus au capitalisme qui sont les premiers à en revêtir les formes les plus nouvelles ; c'est pourquoi les pays les plus tard venus au capitalisme sont les plus impérialistes. Par contre, l'Angleterre, qui est le plus ancien des pays capitalistes, est celui où le pacifisme bourgeois de naguère a conservé des racines encore vivaces, où la frénésie impérialiste ne règne pas encore unanimement dans la bourgeoisie, comme c'est le cas en Europe continentale.

Telle est donc, sans doute, l'une des causes du relatif pacifisme britannique, mais c'en est la moins importante. Car l'impérialisme conquiert tout de même chaque jour de nouvelles et solides positions au sein de la bourgeoisie britannique, qui devraient déjà rendre intenable la situation de la bourgeoisie pacifiste, si celle-ci n'avait maintenant un allié de première force dans la classe ouvrière britannique. Là est la vraie raison de l'attitude des ministres anglais à Stresa et ailleurs : elle leur est dictée avant tout par la peur de leur classe ouvrière dont ils savent l'attachement résolu à la paix, attachement dont le renforcement des succès électoraux du Labour Party, chaque fois que le gouvernement fait une concession à l'impérialisme, est, entre autres, une claire manifestation.

Bravo, le Danemark !

Le Danemark, lui, a été plus loin encore l'Angleterre. Il a été jusqu'à refuser d'accorder à la France la satisfaction verbale et platonique que celle-ci réclamait. Ce n'est cependant point par manophilie, et moins encore par sympathie pour l'hitlérisme. On sait les menées hitlériennes détacher du Danemark une partie du Slesvig-Holstein. La signification internationaliste du danois n'en a que plus de portée.

Dependant, c'est un geste purement platonique aussi platonique que le vote de la résolution. L'internationalisme exige davantage ; pour être positif, l'internationalisme doit construire l'internationalisme.

Chaque fois que nous avons parlé de l'internationalisme, nous n'avons pas manqué de faire mention des Etats scandinaves. C'est que ceux-ci nous semblent depuis être appelés à jouer dans la construction des nouveaux Etats-Unis un rôle très important, le rôle de médiateurs. Ces trois pays : Danemark, Suède, Norvège, jouissent, en effet, de ce caractère unique d'être à la fois pays socialistes, trois pays dont à peu près la majorité est socialiste ; actuellement, les gouvernements danois et suédois sont social-démocrates, le gouvernement norvégien est travailliste. Donc trois gouvernements qui se réclament de l'internationalisme.

Or, l'internationalisme n'est rien, ce n'est, au plus, qu'une formule sentimentale, si, lorsque l'on est au pouvoir, on ne tend point à faire passer l'internationalisme dans les faits, en sortant de la nation en créant l'internationalisme.

Que ces trois pays, dont l'union est particulièrement facilitée du fait de multiples autres facteurs secondaires, donnent l'exemple ! Qu'ils se fédèrent ! Demain, la Grande-Bretagne va peut-être avoir, aussi, un gouvernement travailliste. Si alors elle rejoignait, ou — si l'on préfère — si elle joignait à elle cette fédération des Etats scandinaves (avec deux desquels au moins elle a déjà des liens économiques extrêmement étroits), les Etats-Unis socialistes seraient définitivement fondés ; l'embryon dès ce moment, pourrait être considéré comme armé, à terme, car une telle formation aurait dès le départ un tel rayonnement, elle susciterait tant d'enthousiasme dans ce monde qui étouffe à en crever ses vieilles barrières nationales — et qui aspire tant plus ardemment à la paix que la guerre le naît de toutes parts — qu'elle rallierait rapidement autour de l'internationalisme et du socialisme la plus grande partie des nations.

Qu'on médite l'histoire !

C'est toujours au moment où les particularismes locaux sont arrivés au paroxysme que se produit l'événement qui y met fin. C'est au moment où les rivalités entre cités grecques atteignent leur point culminant, au moment où la guerre entre Achéens et Etoliens, etc., était devenue l'état permanent de la Grèce, que Rome vint mettre fin aux divisions de la Grèce en l'incorporant dans l'unité méditerranéenne. De même, les villes du Moyen âge ne pratiquèrent jamais une « autarchie » aussi rigoureuse, ne se fermèrent jamais aussi jalousement chacune de son côté, elle qu'au moment où elles allaient disparaître, par absorption au sein des unités nationales : « au xiv^e siècle, dit Pirenne, a vu l'économie urbaine pousser à l'extrême l'esprit d'exclusivisme local qui était inhérent à sa nature. »

Mais attention ! Si la cité disparaît, aussi bien d'

antiquité qu'au Moyen âge, au moment où son nationalisme est le plus poussé, elle ne disparaît pas par une évolution interne, mais du fait d'une intervention extérieure. C'est Rome ici, le roi là, qui mettent fin aux rivalités et aux guerres entre les États. Il en sera de même pour nos États modernes; n'est pas par leur propre évolution qu'ils pourront se fondre en une unité supérieure; leur évolution personnelle ne les conduit qu'à pousser toujours plus avant dans la voie d'un nationalisme de plus en plus exclusif et de plus en plus agressif. Ils ne périront que par l'intervention d'une force extérieure. Or la seule force existante susceptible actuellement de remplir ce rôle, c'est celle qui, dès sa naissance, a armé son caractère international, c'est le Socialisme au sens large du mot, c'est l'« Internationalisme » !

Créer l'internationalisme au moyen de l'internationalisme ouvrier, telle est l'issue, la seule issue possible. Le reste n'est que cachets d'aspirine pour agonisant.

La dévaluation du belga

Penses-tu que l'expérience belge réussira ? », demandent des camarades. Mais bien sûr qu'elle réussira; tout comme ont réussi les « expériences » tentées de l'Angleterre, des États-Unis, de la Tchécoslovaquie, tout comme a réussi l'« expérience » française d'il y a dix ans. Semblable à la dépréciation de la livre, du dollar, de la couronne ou du franc, la dépréciation du belga va donner un vigoureux coup de fouet à l'économie « nationale ».

Il n'y a aucune raison pour que cela ne soit pas, car les deux effets de la dépréciation monétaire, la prime à l'exportation et l'allègement des dettes internationales, ont le grand avantage d'être complémentaires de l'autre. Si l'un ne se produit que peu, l'autre se produit d'autant plus, car du fait d'un mécanisme nous avons souvent expliqué, la prime à l'exportation ne joue que si les prix intérieurs ne montent pas dans la même proportion que la monnaie est dévaluée; tandis qu'inversement la charge réelle des dettes de ceux qui produisent pour le marché international ne diminue que dans la proportion où montent les prix intérieurs. Il s'ensuit que si les prix tardent à monter, à se mettre au niveau de la nouvelle valeur de la monnaie, la prime à l'exportation est forte et l'allègement des dettes est faible; dans le cas contraire, la prime à l'exportation est faible, mais la réduction des dettes est grande.

C'est la raison pour laquelle les États qui réduisent volontairement la valeur de leur monnaie dans des buts économiques cherchent à ralentir ou, au contraire, à accélérer la hausse des prix qui suit cette dévaluation, selon que leur but principal est le développement de leurs exportations ou la réduction des charges des débiteurs. Ainsi l'Angleterre, qui avant la guerre voulait ranimer ses exportations, alors en pleine décadence, a cherché à réduire au minimum la hausse des prix consécutive à la baisse de sa livre; les États-Unis, au contraire, où l'énorme développement du crédit avait donné une importance primordiale à la question de la réduction des dettes, cherchent à faire monter les prix au moins autant que le dollar baissait.

La Belgique, pour qui le commerce d'exportation a une très grosse importance, s'inspire de l'exemple de l'Angleterre; elle cherche à ce que les prix ne montent pas, afin de se créer, le plus longtemps possible, une grosse prime à l'exportation. Il est vraisemblable qu'elle n'y réussira pas aussi bien que l'Angleterre, mais dans la mesure même où elle n'y réussira pas, les charges des débiteurs belges se trouveront allégées, et l'allègement des charges des

débiteurs est un excitant de l'activité économique, à effet moins rapide peut-être, mais plus durable que la prime à l'exportation.

Donc, n'importe comment, attendons-nous à voir l'activité économique de la Belgique peu à peu renaître. Mais ce sera dû *exclusivement* au fait de la dépréciation monétaire, tout comme le renouveau actuel de l'activité économique anglaise ou américaine ou, dans les années 25-26, la « prospérité » française. A cela exclusivement, et nullement au ministère « tripartite », ou à la présence de de Man ou de Spaak, ou au « plan », pas plus qu'en Amérique aux « Codes » de Roosevelt.

R. LOUZON.

POUR LES 70 ANS DE MAX NETTLAU

Ce 30 avril, Max Nettlau, l'historien de l'anarchisme, atteindra ses soixante-dix ans.

Il habite, à Vienne, une minuscule chambrette, à peine assez grande pour lui, son réchaud et ses livres les plus indispensables. C'est là qu'il travaille jour et nuit à l'achèvement de ses œuvres, sans se demander si elles seront imprimées ou non. Car les temps sont durs pour les hommes qui n'ont à vendre que leur pensée et leurs connaissances. Nous vivons une époque où les hommes n'aiment plus la liberté, où chacun cherche soit un maître, soit un esclave. Or, le docteur Nettlau étudie les mouvements libertaires, et en conte l'histoire. Ni les maîtres ni les esclaves ne souhaitent connaître l'histoire des mouvements libertaires. Raconter cette histoire irrite les maîtres et les esclaves.

Depuis plus de trente ans, sa monumentale biographie de Bakounine attend un éditeur dans une langue quelconque. Elle existe en une cinquantaine d'exemplaires de par le monde, sous la forme de manuscrit polygraphié par Nettlau lui-même. Nous tous, qui écrivons sur les mouvements libertaires et sur Bakounine, avons pillé Nettlau. Sans lui, nous aurions pratiquement ignoré tout de l'histoire de l'anarchisme.

Une bibliothèque d'environ 40.000 volumes, que Nettlau a composée par ses propres moyens, est emballée dans des caisses entreposées en quelque lieu. Nettlau n'est pas assez « riche » pour installer sa bibliothèque, pour utiliser ses propres livres. Il travaille jour et nuit, comme le plus pauvre des prolétaires, et il est aussi pauvre que le dernier prolétaire. Car son travail est regardé comme du poison par les seigneurs du monde. S'il fabriquait des munitions, il vivrait dans l'abondance.



Le Dr Nettlau est né à Vienne, fils du jardinier en chef du prince Schwarzenberg. Ce jardinier était un républicain quarante-huitard, du 48 allemand. Il fut le meilleur père du monde, laissant pousser son fils comme ses fleurs. Nettlau eut une enfance heureuse. Il grandit dans un jardin merveilleux, dans l'atmosphère de Robinson et des contes de Grimm, rêvant à quelque île des mers du Sud, idéale et libre. Plus tard, ce songe de l'île libre passa dans ses conceptions sociales. Le rêve politique de 48 continua de vivre en lui. Comme adolescent déjà, il voulut former une société de conspirateurs contre les tyrans.

Jeune collégien, il lisait la *Zukunft*, une publication socialiste autrichienne. Très tôt, il participa à des assemblées socialistes. Au gymnase déjà, il fut sérieusement admonesté pour ces conceptions, car il avait reproché à Louis XIV, dans une composition, d'avoir trop souvent fait la guerre. On lui signifia que les princes ne pouvaient point être blâmés.

Tout d'abord, Nettlau étudia la philologie. Il obtint son

doctorat *summa cum laude* pour une grammaire cimbrienne-celtique.

Dès 1891, il publia son premier travail sur Bakounine, qui le fit connaître dans les cercles anarchistes.

Plus tard, il abandonna la philologie et se consacra entièrement à l'étude du mouvement libertaire. Il écrivit de très nombreux articles documentés et lourds de sens pour les journaux et les revues. Il rédigea une biographie non seulement de Bakounine, mais encore de Reclus et de Malatesta.

En allemand, il fit paraître en outre trois volumes sur l'histoire de l'anarchisme; les manuscrits de quatre autres sont prêts. Mais ces livres ne peuvent point paraître. Les éditeurs s'imaginent-ils qu'il n'y a plus un public de lecteurs révolutionnaires pour de tels livres? Ou les révolutionnaires ont-ils perdu le goût de tout ce qui sent la liberté?

En tout cas, il n'est pas possible qu'on ne trouve au moins un éditeur pour une histoire de l'anarchisme en un volume, qui consignerait l'essentiel du travail, auquel Nettlau a consacré sa vie entière. Ce résumé, que nous lui avons demandé, Nettlau est en train de l'écrire, sans se soucier s'il paraîtra un jour. Au fond de lui-même, il garde confiance. Il travaille à ce qu'il regarde comme sa

tâche, comme d'ailleurs doivent le faire tous ceux qui aiment la liberté et qui la propagent.

Nous, les anciens, nous ne pouvons guère imaginer notre arsenal intellectuel sans l'œuvre de Nettlau. Et nous pensons qu'il en sera de même pour les plus jeunes qui aiment la liberté et l'estiment aussi indispensable que le pain quotidien.

Aussi tous, anciens et jeunes, amis de la liberté, amis de la vérité, diront aujourd'hui au docteur Nettlau, à l'occasion de ses 70 ans, que leur cœur est plein de reconnaissance pour celui qui leur a conservé les trésors de la littérature anarchiste par ses recherches et ses publications. Il n'a pas travaillé et souffert en vain. S'il nous est si cher et si grand, il le doit pour une très grande partie au fait qu'il est non seulement un érudit, mais encore un homme qui n'a vécu que pour ses idées, enfermé dans le milieu des livres qui parlent d'elles.

Nous lui serrons les deux mains avec gratitude et souhaitons, dans son intérêt et dans le nôtre, de vivre de travailler encore vingt ans. Il finira bien par se trouver un éditeur en quelque pays du monde, — pourquoi pas en France? — qui comprenne l'importance de l'œuvre de Nettlau.

Fritz BRUPBACHER.

A TRAVERS LES LIVRES

Léon GERBE : Cresson et la Peinture prolétarienne. Avant-propos de H. Poulaille. 18 reproductions. (Libr. Oorbitg).

Il existe une littérature prolétarienne, pourquoi n'y aurait-il pas une peinture prolétarienne? Tous les modes d'expression peuvent évidemment trouver dans la classe ouvrière des natures artistes capables d'exprimer ce qui est spécial à notre classe, depuis sa souffrance et son effort jusqu'à sa révolte.

Dans son étude, Léon Gerbe commence par montrer les précurseurs, ceux qui ont donné une image du peuple au lieu de peindre les nobles et les riches. Ces ancêtres sont nombreux; ils vont de Callot et des frères Le Nain à Constantin Meunier et Maximilien Luce, en passant par Courbet et Millet.

Cresson est présenté par Poulaille et par Gerbe. C'est le type de l'homme qui ne vit que pour son art. Et qui, sans chercher à en vivre, gagne sa croûte avec n'importe quel métier, consacrant tout ce qui lui reste de temps à ce qui est sa raison d'être. Depuis plusieurs années, il est veilleur de nuit dans une usine. Ainsi, il peut se consacrer le jour à la peinture.

Ce curieux bonhomme a produit une œuvre déjà importante, comprenant des tableaux de travailleurs au boulot, des natures mortes sociales, des paysages d'exploitation, des affiches. Une vingtaine de reproductions donnent une idée de son effort.

Cet effort, il compte le poursuivre avec plus de hardiesse, utilisant les matériaux admirables qu'il a préparés pour composer des œuvres plus larges et plus parlantes.

Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (1919 - 1923). (Libr. du Travail).

Il y a quelques années, alors qu'elle prêchait le retour au communisme des quatre premiers congrès, l'opposition trotskyste avait annoncé cette publication. Elle ne s'est pas pressée de la réaliser. Si bien que l'ouvrage paraît au moment où elle fait cette opération singulière de marcher à la IV^e Internationale en adhérant au parti socialiste.

Cela n'enlève pas leur intérêt aux textes rassemblés. On sera amené à s'y reporter souvent. L'une des questions capitales de notre temps n'est-elle pas la faillite de la III^e Internationale? Pourquoi a-t-elle échoué? Qu'y avait-il d'erroné dans sa conception fondamentale?

Les Croix de Feu, leur chef, leur programme. Brochure du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes. 72, rue des Entrepreneurs, Paris-15^e. (4 fr. l'ex., 80 fr. le cent).

De toutes les organisations fabriquées pour préparer le fascisme en France, les Croix de Feu sont sans doute la plus dangereuse. Il est nécessaire de la bien connaître pour la bien combattre. Cette brochure y contribuera.

M. Ernest Mercier, le grand maître de l'électricité et du pétrole, qui avait échoué dans son entreprise du « Redressement français » il y a quelques années, reprend la même lutte contre

le socialisme sous une autre forme avec les Croix de Feu. S'inspirant du national-socialisme, il met l'idéologie nationaliste au service du capitalisme. Il essaie, en créant une mystique d'ancien combattant, de forger une troupe de choc pour un nouveau 6 février.

Que représente le comte de la Roche? Qu'il soit un nationaliste fasciste, un illuminé, ou bien un homme de conscience aux gages de M. Mandatier et du capitalisme, ou les deux à la fois, cela importe peu quant au résultat.

La légende des anciens combattants unis au front sera difficile à créer. Le prolétariat des tranchées compte des millions de survivants. Ils se souviennent parfaitement qu'il en était dit la guerre comme dans la vie civile.

Quant au programme des Croix de Feu, c'est un véritable bric-à-brac de toutes les vieilleries réactionnaires. On voit rien là-dedans qui puisse donner le change ou servir de miroir aux alouettes. Mais il n'est pas mauvais que le catalogue en ait été établi.

P. MONATTE.

LE MUSÉE DU SOIR

Tous les soirs, sauf le dimanche, de 21 heures à 23 heures, le Musée du Soir, 69, rue Fessart, aux Buttes Chaumont, est ouvert aux camarades parisiens. Les amis de la R. P. Y. seront les bienvenus. Le Musée du Soir est également ouvert le jeudi et le samedi de 17 heures à 18 h. 30.

Tout le pouvoir au Syndicat

NOTES SUR L'U. R. S. S.

FAITS DIVERS

Petit à petit, ce que la Révolution d'Octobre avait fait naître de nouveau, de hardi, de révolutionnaire s'atténue, s'efface, disparaît. Souvent les choses restent alors que la chose est morte (soviet, coopérative, syndicat, socialisme, etc...); d'autres fois, c'est d'une manière ronflante, à grand bruit on marque le nouveau tournant (le patriotisme, l'alliance franco-russe, l'entrée à la S.D.N., etc...); il arrive aussi qu'une petite note de rien du tout, dans un angle de journal, indique un changement d'une importance mondiale dans les mœurs. C'est un de ces derniers cas dont nous parlerons aujourd'hui.

Les camarades se demandent parfois : « Mais enfin commet-on beaucoup de délits de droit commun en U.R.S.S., vole-t-on, assassine-t-on, y a-t-il beaucoup de voyous, d'apaches, de souteneurs, de prostituées, etc.? » quoique connaissant l'existence d'une « pègre », d'un « milieu » et de toutes les tares de la société, on ne pouvait guère leur citer de faits puis-que les journaux étaient muets depuis les années et qu'il n'est pas donné à chacun d'en voir un dans sa vie même. Depuis trois ou quatre mois, une nouvelle rubrique, celle des « faits divers », un petit bout de colonne de centimètres en dernière page à côté des annonces de spectacles, nous ouvre, malgré un filtrage certain, un monde de délits qu'on est habitué à considérer comme découlant de la misère, de l'exploitation et d'une éducation défectueuse.

Un fameux décret du 7 août 1932 (la R. P. n° 183), qui défend si énergiquement la propriété d'Etat, n'avait touché aux « privilèges » relatifs aux condamnés de droit commun ordinaire, c'est-à-dire de ceux qui n'avaient qu'à la propriété privée ou à l'individu en tant que tel. Ces « privilèges » consistaient à être moins sévèrement punis, plus rarement condamnés à mort et plus facilement amnistiés que les condamnés de droit commun d'Etat ou les politiques.

Mais il faut croire que l'accroissement de la misère et l'augmentation de la différence des niveaux de vie ont amplifié le droit commun ordinaire qu'on en vient aux mesures de derniers temps.

Le 29 mars dernier, le Comité central exécutif et le Conseil des commissaires du peuple de l'Union décrètent une loi défendant la fabrication, la vente et le port de couteaux d'arrêt et d'armes blanches sans

permission spéciale de l'Intérieur (Guépéou) (1).

Sans parler de l'efficacité de cette loi contre les assassins, notons en passant qu'en U.R.S.S. le recel et le port d'armes à feu (revolver, fusil) sont sévèrement défendus sans permission de l'Intérieur et qu'à part les communistes (et pas tous) aucun civil n'est armé. Ceux qui ont cru voir les ouvriers en armes défilant au 1^{er} mai ont vu, en réalité, de jeunes communistes s'exerçant à la préparation militaire obligatoire; c'est bien différent.

Puis, sur une directive d'en haut, la nouvelle campagne de répression s'ouvre; pour trois affaires de cambriolage de particuliers sans assassinat ni tentative d'assassinat, on condamne à mort et exécute à Moscou neuf voleurs les 1^{er}, 4 et 8 avril (2). Dans les trois cas, il s'agit de vols du type le plus banal : on entre dans le logement, on bâillonne le locataire récalcitrant, on vole, puis l'on se sauve et... on se laisse prendre. La répression est certes aussi féroce qu'« inexplicable » et bien des travailleurs d'Occident se demanderont si s'est là tout le travail de rééducation sociale dont leur parlent des délégués abusés. Pour les travailleurs soviétiques, qui en ont bien vu d'autres, le nouveau fait marquera tout simplement que dorénavant les atteintes à la propriété privée sont élevées dans la hiérarchie des délits au niveau des plus « abominables » : de ceux qui affectent le sacro-saint Etat et des délits politiques. La plus grande difficulté sera pour eux de prouver, comme ils y seront obligés, lors des examens politiques et des conversations particulières, comment « les voleurs, ces résidus du capitalisme pourri, sont les agents de l'ennemi de classe et cherchent à miner les succès de la construction du socialisme » (3).

Cela leur demandera d'autant plus d'acrobatie morale (*alias* dialectique marxisto-stalinienne) qu'un autre décret du 7 avril dernier, signé des présidents du Comité central exécutif et du Conseil des commissaires du peuple, classe les enfants de 12 ans dans la catégorie d'ennemis précitée. C'est incroyable, et pourtant traduisons les deux paragraphes principaux (4) :

« 1. — Dès l'âge de 12 ans, les enfants coupables de vol, de violences,

(1) *Izvestia* du 30-3-35.

(2) *Izvestia* des 2, 5 et 9 avril.

(3) De l'interview donnée par le procureur de l'Union Vychinski, *Izvestia* du 10-4 dernier.

(4) *Izvestia* du 8 avril 1935.

de blessures, d'assassinat ou de tentative d'assassinat sont passibles des tribunaux de droit commun et encourent toutes les condamnations prévues par le code de droit commun.

« 2. — Les citoyens coupables d'avoir incité ou obligé des enfants à commettre des délits, à spéculer, à se prostituer, à mendier, etc., seront punis au minimum de 5 ans de prison. »

Du premier paragraphe, outre sa monstruosité, nous retiendrons ceci : fini le bluff des maisons de rééducation, c'est la maison de correction et la prison qui attendent l'enfant forte tête (nous ne pensons pas qu'on ira jusqu'à le fusiller) et les bagnes d'enfants seront à leur tour « socialistes » après tant d'autres vieilles iniquités.

Le second paragraphe prouve ce que nous savions bien : que même en U. R. S. S. les enfants spéculent, mentent et se prostituent et que les souteneurs y prospèrent autant qu'ailleurs.

Spécifions que la soi-disant spéculation des enfants n'est la plupart du temps que la revente dans la rue au prix fort du marché de différents produits achetés à bas prix par les parents au compte du rationnement. C'est la façon soviétique de spéculer pour les familles pauvres!

Et de tout ce petit morceau de mœurs soviétiques, retenons surtout qu'il doit régner une bien noire misère parmi certaine couche des travailleurs pour qu'ils fournissent des voleurs qui risquent la peine de mort et que leurs enfants connaissent le bain avant 18 ans. Ce ne sont tout de même pas des fillettes de généraux (anciens ou nouveaux) qui se prostituent!

Aux travailleurs de dire maintenant ce que pèsent les constructions grandioses et le développement phénoménal de la technique lorsqu'ils engendrent tant de malheureux.

M. YVON.

Solidarité pour nos frères allemands

DIX-SEPTIÈME LISTE

Mlle Jouveshomme (P.-de-D.), 60 fr.; Leroy, souscription (Paris), 32 fr. 50; Deveaux, souscription, 16 fr.; Chambelland (Paris), 10 fr.; G. T. (Creuse), 60 fr.; Germaine Goujon (S.-Inf.), 20 fr.; R. P., souscription (Paris), 15 fr.; Croze (Paris), 20 fr.; Hagnauer (Paris), 10 fr.; G. (Loire), 100 fr.; Delsol (Paris), 10 fr.; Dehay (P.-de-C.), 10 fr. — Total au 31 mars : 363 fr. 50. — Listes précédentes : 20.852 fr. 30. — TOTAL GÉNÉRAL : 21.215 fr. 80.

Adresser la correspondance et les fonds à Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e), chèque postal Paris 1748-92.

P A R M I N O S L E T T R E S

Un « résultat » de la Conférence impériale

camarade nous écrit :

Avez-vous vu un des « résultats » de la Conférence impériale ?

La France va verser une prime aux colons marocains pour tout quintal de blé qu'on ne lui enverra pas. 47 francs pour tout quintal de blé qui, faisant partie du contingent admissible en France, ne sera pas introduit en France mais exporté. 40 francs pour tout quintal de blé « non-admissible » en France qui sera également exporté.

C'est fantastique !

Le quintal valant 25 francs sur le marché marocain, vous vous rendez compte de l'étendue du dumping. Prime de dumping égale au double de la valeur du produit.

C'est tellement fantastique qu'à ce moment-là, ce n'est plus du dumping. Une prime de ces proportions ne révèle plus, comme la prime du dumping, un désir d'expansion, un désir de vie plus large en fin de compte, elle révèle le désir, non pas de vendre un produit, mais de s'en débarrasser. C'est un désir de rétrécissement, de resserrement de la vie (pour la sauvegarde de quelques situations acquises).

Nouvelle étape du capitalisme

Elargissant le champ de ses réflexions, notre correspondant poursuit :

L'époque du dumping, des luttes pour l'expansion, c'est l'impérialisme. Elle a été analysée par Lénine, quand elle était dans son plein, vers 1905. Mais la qualifier de « dernière étape » du capitalisme, ça m'a toujours paru une affirmation dénotant un optimisme de bon aloi, mais bien en l'air au point de vue scientifique.

Dès la parution du bouquin, je me disais : « Dernière étape ? hum ! Il n'en sait rien. Ça ne dépend que du prolétariat que ce soit la dernière ou pas ! Faisons en sorte que dans quelque temps on ne comprenne pas « dernière étape » comme on comprend aujourd'hui « dernière guerre », c'est-à-dire dernière en date. »

Eh bien ! je vois que cette époque est arrivée. Quand on parle de l'impérialisme on parle du passé. Nous sommes dans une nouvelle forme, qui n'a pas encore de nom, et encore plus dégoûtante que les autres, du capitalisme.

L'appellera-t-on forme « fasciste », forme « anarchique » ? L'avenir le dira ; il trouvera sûrement un nom aussi bon qu'« impérialisme » ou « capitalisme » qui sont, le second surtout, de véritables trouvailles.

Dans cette étape postimpérialiste, dans cette étape actuelle du capitalisme, il est clair que la plupart des groupes bourgeois nationaux, sinon tous, ont renoncé à conquérir le monde. Les résistances sont trop grandes.

Les ambitions n'ont pu durer que tant qu'il y a eu de la place vide sur la terre, des régions non-colonisées. La mentalité impérialiste, la mentalité expansive était ainsi entretenue par ces zones de peu de résistance, dont on découvrait immédiatement une nouvelle après qu'on en avait pénétré une. A part pour l'Abyssinie et la Chine, c'est aujourd'hui fini.

Plus de zones sans résistance. Les divers groupes bourgeois du globe, les bourgeoisies « nationales » se heurtent partout à des résistances si bien organisées que pratiquement elles renoncent les unes après les autres à l'idée d'expansion. Elles n'y renoncent pas théoriquement, bien sûr, mais en fait, temporairement disent-elles, elles y renoncent.

Le troisième stade

Enfin, notre ami caractérise ainsi ce qu'il appelle la nouvelle étape, le troisième stade du capitalisme :

La seule chose à laquelle les bourgeois ne renoncent pas, c'est, bien entendu, le profit. Mais celui-ci a un aspect tout différent.

Par exemple, pour le blé, l'Etat paie pour qu'on le détruise ou l'exporte, ce qui veut dire : par l'intermédiaire de l'Etat, les marchands de blé prélèvent leur profit dans la poche des contribuables.

Autre exemple : les cloisons étanches entre nations ont considérablement réduit les échanges de marchandises. Presque plus de fret pour les bateaux. Cependant, on ne laisse pas les armateurs faire faillite. Par une loi récente, instituant une prime au mille parcouru, l'Etat paie les armateurs pour faire naviguer des bateaux vides.

Le caractère parasitaire du capitalisme n'apparaissait guère autrefois que dans les exploitations « en régie intéressée » (contrats entre sociétés et collectivités : ville, nation, etc. Les sociétés s'arrangeaient toujours pour avoir un pseudo-déficit comptable que la collectivité comblait). Maintenant, ce caractère parasitaire est étendu à presque toute la clique capitaliste de la métropole, et bien plus encore à celle des colonies.

On peut donc ainsi distinguer dans le capitalisme trois stades :

a) *Le stade initial où le profit est assuré par l'exploitation directe de l'ouvrier. C'est le stade du libéralisme, le stade capitaliste proprement dit, celui qu'a analysé Marx ;*

b) *Le stade suivant où le profit des capitalistes métropolitains, ainsi qu'un certain sursalaire des ouvriers métropolitains, fut assuré par la conquête et l'exploitation de populations hors capitalisme dites coloniales. Ce fut le stade des « monopoles », de l'impérialisme, celui qu'a analysé Lénine ;*

c) *Le stade actuel, où le profit capitaliste est assuré par l'entremise de l'Etat. L'exploitation directe de l'homme par l'homme a cessé. C'est l'exploitation indirecte, l'appauvrissement des hommes par l'Etat au profit des capitalistes...*

Le point de vue anationaliste

Le camarade Lanti nous écrit une lettre qui pour réparer la coupure maladroite précédemment opérée, nous reproduit tout entière :

Notre rubrique : « Parmi nos lettres », est sans doute utile et peut-être même intéressante. Elle a cependant un inconvénient : selon les nécessités de la mise en pages, vraisemblablement, vous ne publiez que des fragments de lettres, tandis que vous communiquez à l'intéressé la lettre entière. C'est ainsi qu'il arrive quelque chose amusante que l'extrait de la lettre et la réponse publiés ne correspondent pas. C'est ce qui s'est produit dans votre numéro du 10 février : le titre : A propos de la répression en Tunisie.

Je ne veux point encombrer vos colonnes par un exposé du point de vue anationaliste. Les camarades qui s'intéressent à la question n'ont qu'à procurer le Manifeste des Anationalistes (1), puisqu'il en existe une traduction de l'esperanto en français croix tout au moins nécessaire de ces remarques suivantes : 1) Tous les anationalistes ne sont pas anationalistes ; mais il faut être un pratiquant de l'esperanto pour pouvoir se faire adepte de cette nouvelle tendance, au sein du mouvement espérantouvrier, représenté par Senneca, Associa Tutmonda (Association mondiale Anationale). 2) Pour pouvoir vraiment comprendre l'anationalisme, il faut avoir surtout assisté à un des congrès de cette organisation. Le XV^e se tiendra cette année à Paris, en août. 3) L'indépendance de la Tunisie ne signifie nullement que les prolétaires tunisiens jouiront de certains avantages dont peuvent jouir les prolétaires français : L'Ethiopie possède son indépendance nationale ; elle-même son représentant à la Ligue des Nations, cependant je ne crois pas tromper en affirmant que le sort des serfs du Négus n'est pas plus enviable que celui des sujets de S. A. le roi d'Yemen. 4) En recommandant aux victimes de tous les régimes de se refuser à prendre part aux luttes nationales, cela veut pas dire qu'elles doivent accepter l'injustice et l'oppression...

Les anationalistes recommandent la lutte de classe et, pour qu'elle soit vraiment efficace, un mode d'organisation qui ignore les frontières. Ils ne se font pas d'illusions : le nationalisme, qui est bien l'idéalisme, la plus active depuis un siècle, pas encore atteint son plus haut développement. Peut-être faudra-t-il voir la Tunisie, la Bretagne (il existe un National Breton), la Corse (la T.U., au cours d'un de ses congrès, a voté une résolution en faveur de l'indépendance nationale de cette île), Catalogne, etc., jouir de leur souveraineté pour que les prolétaires de ces contrées comprennent enfin que leur droit de peuples à disposer d'eux-mêmes est, je le répète, une colossale duperie...

(1) S'adresser à Esperanto, 14, rue de Corbéra, Paris (12^e) ; envoi contre 1 fr. 50 de timbres.

La crise de la Fédération des Inscrits Maritimes

vent souffle à l'unité. De tous jaillissent des appels de front que, des syndicats uniques se forment, d'autres qui étaient sortis de la C.G.T. y retournent.

semble d'autant plus étrange que la Fédération des Inscrits maritimes laisse cet instant pour s'en aller à l'assistance, entraînant après elle quelques organisations aveugles ou aveugles, car, il ne faut pas se le cacher, le geste de Durand, secrétaire fédéral, boutant hors de la Fédération les deux syndicats confédérés de Marseille et refusant ensuite de réadmettre malgré l'invitation de la commission des conflits de la C.G.T., est bien le premier d'une scission.

grand ne s'est d'ailleurs pas fait de proclamer que si le congrès de Marseille ne le suit pas, il se retirera avec les organisations amies. Les organisations qui comptent sur l'ironie ! des syndicats unitaires, c'est-à-dire ayant réalisé l'unité de base.

allons essayer de faire l'histoire du conflit qui met aux prises les marins confédérés de Marseille et certains syndicats de marins. L'un au moins, celui de Marseille de tendance nettement fasciste d'autre part.

est de cette dernière organisation communément dénommée syndicat Susini dont nous nous occupons d'abord.

Le syndicat Susini

« syndicat unique » des marins confédérés Susini naquit à Marseille en 1932.

emménagea un beau matin dans un baraque de la place de la Joie, face à l'immeuble du Syndicat confédéré.

avait débuter modestement. Ses dirigeants, Fraissinet, Cyprien Fabre, et Sabiani, député, avaient conscience que la médiocrité du local ne permettait plus facilement les proloances que ne pourrait le faire l'installation somptueuse où tant de marins se sentaient à l'aise.

Le personnage choisi pour diriger aux destinées du syndicat unique venait d'être chassé du Syndicat unitaire des Marins de Dunkerque, après un certain nombre d'années, dont le moins qu'on puisse dire est que s'ils avaient été commis à diriger une entreprise bourgeoise ils n'auraient valu à son auteur un nom respectable de poursuites.

Il ne retenir que les faits les plus marquants, Susini était accusé : d'avoir extorqué 80.000 francs de marins de Dunkerque en leur donnant des cartes confédérales marquées de faux timbres fabriqués

d'avoir gardé par devers lui 14.000 francs prêtés par le Syndicat confédéré pour la création d'une cli-

nique à l'usage des marins. Plus exactement la clinique installée à son nom reste sa propriété et lui rapporte de beaux deniers sonnants.

Evidemment un homme moins connu aurait eu plus de chances de réussir l'opération fasciste tentée par les armateurs, mais, comme dit l'autre, il est certains travaux pour lesquels on ne trouve pas des fils d'archevêque...

Le moment semblait particulièrement bien choisi pour ce départ. Le courant d'unité était déjà puissant à cette date dans la classe ouvrière. Le Comité des 22 réunissait à Marseille des délégués d'un bon nombre de corporations ouvrières de la région, indépendamment des fonctionnaires et des cheminots.

A la vérité, je ne me souviens pas d'avoir vu des inscrits à nos réunions des 22, mais comme nos camarades marins sont très peu souvent à terre il n'est pas étonnant qu'ils n'aient pu faire entendre leur voix dans nos assemblées. Et ce ne sont pas leurs délégués syndicaux, tant unitaires que confédérés, également hostiles alors à l'idée d'unité, qui auraient consenti à venir les représenter chez nous.

Susini et ses patrons en revanche profitèrent du courant d'unité existant pour faire clamer par toutes les trompettes de Marseille libre, journal de Sabiani et celles de Marseille-Matin, la naissance du Syndicat unique des Marins.

Alors que les marins confédérés sont divisés en trois syndicats : inscrits maritimes, secrétaire Ferri-Pisani — agents du service général à bord, secrétaire Pasquini — et syndicat des pêcheurs, Susini groupait dans un unique syndicat ces trois catégories de travailleurs. Il y ajoutait encore les scaphandriers, petits et moyens patrons que le Syndicat confédéré s'était toujours refusé à admettre, et les « étrangers » Arabes, Annamites, nègres et Hindous en particulier, que le Syndicat unitaire accepte mais qui n'ont pas place chez les confédérés.

Cette division en « catégories » a amené bien des conflits chez les marins. En ce moment même, l'histoire du statut de la Transat, statut déjà en vigueur chez les employés sédentaires de la Compagnie, tandis que les navigateurs attendent encore le leur, dresse les uns contre les autres ces deux groupes d'hommes, pourtant exploités par un patron commun. Susini était donc sage de fusionner les catégories dans un même syndicat et, je le répète, l'opération aurait réussi si la caque avait moins senti le harem...

Mais les inscrits marseillais ont bon nez. Ils ont flairé tout de suite les dessous suspects de la nouvelle organisation qu'on leur présentait sous des dehors si séduisants.

De l'aveu de Susini lui-même, l'année 32 n'amena que 10 syndiqués à sa boutique. Et l'exercice 1933-34 (les marins ont l'habitude de clore l'année syndicale au 31 mars), le meilleur, ne permit pas de distribuer plus de

1.500 timbres, chiffre contrôlé par les enquêteurs de la caisse de chômage. Cela malgré le battage de la presse régionale fasciste, malgré la création de la Bataille du Marin, organe mensuel du Syndicat unique qui consacre colonnes après colonnes à l'unité et ne craint pas d'inscrire en haut de sa première page la devise du syndicalisme : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*. Cyprien Fabre, Fraissinet et Sabiani sont évidemment des travailleurs intéressés à l'émancipation des marins !

On fit plus. Grâce à la générosité de Sabiani, une caisse spéciale de chômage, alimentée par la municipalité et le Conseil général, fonctionna jusqu'en 1934.

Ses administrateurs, beaucoup moins formalistes que ceux des caisses municipales de chômage, inscrivaient sans y regarder de trop près tous les chômeurs qui se présentaient. On ne regardait pas à la dépense, il fallait employer tous les moyens de recrutement possibles et celui-là n'était certes pas mauvais. Les confédérés assurent que malgré tout cela on n'eut pas à secourir un seul vrai marin. Les bénéficiaires avaient tous quitté la navigation depuis au moins deux ans.

La caisse fut supprimée en 1934 après une enquête, réclamée par les syndicats confédérés, au cours de laquelle les enquêteurs découvrirent un trou de 60.000 francs que Susini, administrateur de la caisse, fut incapable d'expliquer.

Qu'importe ! le Conseil municipal réuni en séance privée, passa l'éponge sur l'opération sans vouloir approfondir. Sabiani, maître tout-puissant à la mairie, ne permet pas qu'on inquiète ses créatures.

Le syndicat Susini et la Fédération des marins

Cette faillite de la tentative Susini, Fraissinet, Cyprien Fabre rend d'autant plus incompréhensible pour les non-initiés l'attitude de la Fédération des Inscrits à l'égard de ce syndicat fantôme.

Alors qu'il y a à Marseille un groupement confédéré de marins dont les diverses sections comptent un total de 3.000 à 3.600 adhérents payant régulièrement leurs cotisations, comment admettre que la Fédération ait songé à admettre le syndicat Susini, qui possédait sans doute des moyens de corruption puissants, une presse, mais dont les effectifs sont proprement inexistantes ?

Comment admettre surtout que Durand, secrétaire fédéral, voulait Susini, même s'il lui fallait, pour l'avoir, sacrifier la vieille organisation marseillaise, la plus puissante sans conteste de toutes les organisations adhérentes à la Fédération ?

Pour comprendre, il faut savoir qu'entre le secrétaire fédéral des marins confédérés, l'homme à tout faire du néo-socialiste Marquet, et les dirigeants du Syndicat de Marseille le torchon brûlait depuis plusieurs années.

Les dirigeants de Marseille, amis ou hommes du député socialiste Tasso, ne pardonnent pas à Durand d'avoir suivi Marquet dans la dissidence, pas plus qu'ils ne peuvent admettre la

création, à Bordeaux, d'un syndicat unique sur le modèle du syndicat Susini.

Les mauvaises relations entre fédération et syndicats marseillais remontent à 1927. Cette année-là, Durand déjà secrétaire fédéral, quittait la Fédération et la C.G.T. pour constituer avec Rivelli la Fédération dissidente des *Laboureurs de la mer*. Rivelli, dont le passé est bien connu de nos camarades, avait quitté le Syndicat confédéré des marins pour faire « des affaires » dès 1924.

En 1927 il faisait donc des affaires avec les armateurs auxquels il vendait des cordages et des filets, mais le commerce n'allant pas, il imagina qu'un titre de secrétaire fédéral redonnerait du lustre à sa boutique et il entraîna Durand, toujours docile à certaines suggestions.

Pour le reste, je cueille dans un tract récent les accusations suivantes portées contre leur secrétaire fédéral par les deux syndicats marseillais :

...« reprochent à Durand d'avoir renoncé à faire obtenir à l'équipage de l'Atlantique, lors de son incendie, les primes de perte de sac que les syndicats marseillais avaient obtenues pour l'équipage du Georges-Philippar.

« D'avoir renoncé à défendre la prime d'abandonnement pour les navires du port de Bordeaux pendant que les syndicats de Marseille obtenaient par l'action la prime mensuelle de 65 fr.

« D'avoir accepté des diminutions de salaires dans tous les ports pendant que les syndicats de Marseille résistaient à toutes les tentatives faites dans leur port.

« D'avoir accepté de discuter la diminution des salaires avec le Comité Central des armateurs pendant que les syndicats de Marseille avaient obtenu par le vote de la loi Tasso la sauvegarde de ces salaires.

« D'avoir essayé de mêler la Fédération à une affaire commerciale montée par les amis de Durand sous le nom de Neptune, Société de ravitaillement maritime. »

Il s'agit, dans ce dernier paragraphe, de la célèbre « coopérative » Rivelli, coopérative où les bénéficiaires personnels de Rivelli pouvaient atteindre deux millions par an. (Extrait du procès-verbal d'une réunion des conseils syndicaux des syndicats d'inscrits et d'agents du service général.)

Le Congrès de 1933

A l'époque de sa première dissidence Durand avait été remplacé au secrétariat fédéral par le secrétaire du Syndicat des Inscrits de Marseille Ferri-Pisani. Puis, lorsque les « Laboureurs de la Mer » réintégrèrent la Fédération, Ferri, « au nom de l'unité », avait démissionné et rendu son ancien poste à Durand. Cela bien qu'il le soupçonnât déjà, m'a-t-il dit, d'accointances avec le service spécial des informations...

Etrange tactique en vérité, que le souci apparent d'unité est loin d'expliquer.

Nous arrivons ainsi en septembre 1933, moment où se tint le congrès ordinaire de la Fédération des Marins.

Le rapport moral de Durand fut repoussé à une grosse majorité.

Et pourtant nous retrouvons Durand candidat au secrétariat fédéral; mieux nous le voyons élu. Ceci grâce à la complicité d'un certain Alquier, délégué du Syndicat des Inscrits d'Alger. Alquier s'était d'abord mandaté pour voter contre Durand, mais, cuisiné par le secrétaire fédéral, il avait consenti à rectifier son vote moyennant un poste de permanent au bureau fédéral...

Après ce congrès, les relations entre les Marseillais et leur Fédération deviennent franchement mauvaises.

Durand, obligé d'harmoniser sa politique avec celle de son ami Marquet, alors ministre du Travail, accepte pour les *Chargeurs réunis* la diminution de 10 % dont il a été fait état dans le tract déjà cité. Les Marseillais, seulement liés à Tasso, pas encore ministres, se sentent les coudées plus franches, n'acceptent pas de diminutions et protestent.

On comprend que dès lors Durand ait été décidé à rompre avec eux. Il ne fallait qu'un prétexte. Susini vint fort à point le lui fournir.

La Fédération unitaire des Marins avait fait, à diverses reprises, des propositions d'unité à la Fédération confédérée. Durand s'était toujours refusé à les examiner. Mais les besoins de sa politique l'ont tout soudain, en cette fin de 1934, converti à une tactique unitaire. Le 4 octobre il accepte, en effet, de fédérer le Syndicat unique de Marseille: le syndicat Susini.

Les Marseillais pensent qu'il espérait amener ainsi leur départ de la Fédération, mais il n'en fut rien; les deux syndicats de Marseille alertent la Commission des conflits de la C.G.T. qui conclut que : « l'adhésion du Syndicat unique est en opposition formelle avec les statuts fédéraux. En conséquence de quoi elle approuve l'Union confédérée des Bouches-du-Rhône d'avoir refusé l'adhésion d'un syndicat qui constitue une superfétation des organisations existantes, et demande à la Fédération des Inscrits de ne pas persister dans la violation de ses propres statuts et d'annuler l'adhésion acceptée du Syndicat unique. »

On sait le reste : le refus de Durand d'accepter les conclusions de la Commission des conflits, la convocation du congrès extraordinaire de janvier, pour faire ratifier l'adhésion du syndicat Susini, la majorité acquise aux partisans du secrétaire fédéral au moyen d'une violation flagrante des statuts, le vote sur l'exercice en cours (alors que chez les marins la coutume est de voter sur l'exercice clos), après une distribution extraordinairement abondante de cartes aux syndicats amis (à Marseille, comme l'Union confédérée s'était refusée à distribuer des timbres au syndicat unique, Susini, pas embarrassé, les faisait venir de l'Union de la Gironde), l'admission définitive du syndicat unique et la mise à la porte de la Fédération des 3.000 syndiqués marseillais.

Après ce beau coup, Susini crie victoire à Marseille, cependant qu'à Bordeaux Durand déclare qu'il ne s'inclinera pas devant les injonctions de la C.G.T., qu'il ira plutôt à la dissidence avec les syndicats « fidèles à la tactique de la Fédération ».

Une dernière mise en demeure du

C.C.N. de la C.G.T., tenu le 19 mai, n'a pas dû le faire changer d'avis.

**

Ainsi, à l'heure actuelle, la Fédération confédérée des marins est divisée en trois tronçons :

D'une part, les promoteurs des syndicats fascistes à la solde du Comité Central des Armateurs et des politiques néo-fascistes — plusieurs tenus sous un même bonnet — et les marins abusés qu'ils traînent derrière eux, marins qui ont été difficilement et malheureusement recrutés à Marseille, mais qui sont malheureusement beaucoup plus nombreux à Bordeaux.

D'autre part, les syndicats marseillais et méditerranéens, forts de 4.000 membres, auxquels viennent joindre dans l'action les effectifs marseillais unitaires, assez modestes et croisés.

Entre ces deux groupes, indécis, battants, ballottés, prenant parti tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre, les syndicats du Havre, de Nantes, de Saint-Nazaire et des ports du Nord. L'un des derniers syndicats me disait récemment : « Sans doute la politique de la Fédération des Inscrits ne nous satisfait pas, mais pouvons-nous avoir confiance dans les dirigeants marseillais ? Que, demain, Tasso devienne ministre de la Marine ou du Travail, et vous verrez que Ferri-Pisani ne combattra pas plus sa politique que Durand combattit celle de Marquet. »

A mon sens l'argument, bien juste, est insuffisant. Les marins n'ont pas encore pris position sur le vent de la faire au plus tôt; ils veulent rejoindre le gros de leurs camarades syndiqués, les Marseillais, fonder avec eux une nouvelle fédération confédérée. Les chefs, ça se change! quand la base du moins est assez forte et assez éclairée pour le vouloir. Espérons que la base, se souvenant de l'exemple de Durand, ne tolérera pas la tête de la nouvelle Fédération doublure de ministres bourgeois.

Adrienne MONTÉGUBERT

Entre nous

Non, dans la préparation à la guerre aujourd'hui, dans la guerre demain, Noyau de la « Révolution prolétarienne » ne marche pas! Nous ne sommes d'accord, pour la guerre, ni avec notre bourgeoisie ni avec les dirigeants réformistes de la C.G.T., ni avec les dirigeants parlementaires du parti communiste, ni avec les dirigeants socialistes du parti communiste.

Et nous disons pourquoi. Nous avons consacré une grande partie de ce numéro à donner nos raisons.

En diffusant largement la Révolution prolétarienne, ce numéro et ceux qui le suivront, consacrés pour plus grande partie à la guerre, amis feront œuvre particulièrement utile : ils nous aideront à remonter le courant.

Que demain, dans les meetings, les manifestations du 1^{er} mai, la France à la main, leur cri soit le nôtre : « Pas la guerre! ».

Le Gérant : M. CHAMBELLAND

COLLECTIONS DE "LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

Précis de Géographie Economique

par J.-F. HERRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
(45 Cartes)

Prix : 9 francs

QUATRIÈME MILLE

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un Fleuve de Sang

Une brochure

« Cette brochure est parfaite. »
Andrée VIOLLIS.

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-X^e (Compte N^o 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

« L'émancipation des travailleurs
ne sera l'œuvre que des travailleurs
eux-mêmes. »

Lisez les **numéros de propagande**
que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la
RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance
qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'**UNITÉ SYNDICALE**, indispensable contre le
fascisme et contre la guerre.

**Ni parlementarisme, ni fascisme,
Tout le Pouvoir aux Travailleurs !**

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement
ne vous intéresse pas,
écrivez-nous d'arrêter
nos envois.

Si vous intéresse,

abonnez-vous

sans tarder !

Conditions d'abonnement en
page de la couverture.

Voulez-vous savoir...

Où va la Révolution russe ?

Lisez

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE ET L'ASSASSINAT DE KIROV

par LÉON TROTSKY

Une brochure in-8 raisin de 44 pages

Prix franco 3 frs

Par dix exempl. 20 frs

et

L'AFFAIRE VICTOR-SERGE

par MARCEL MARTINET

Une brochure in-16 jésus de 32 pages

Prix franco 1 fr.

Par dix exempl. 7 fr. 50

...et d'où elle vient ?

Lisez

L'AN I de la RÉVOLUTION RUSSE

par VICTOR-SERGE

Un volume in-16 jésus de 480 pages

Prix : 20 frs

et

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SOUS LÉNINE ET TROTSKY

Manifestes, Thèses et Résolutions
des quatre premiers congrès mondiaux
de l'Internationale Communiste

Un volume in-4 jésus de 220 pages

Prix franco : 25 frs

EDITIONS de la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-X^e (Chèque postal 43-08)

Un livre à lire

HENRY POULAILLE

Les Damnés de la Terre

(1906-1910)

Roman

Prix : 18 francs

1 vol. (Editions Bernard Grasset)

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-X^e

L'AVEU D'UN MILITANT

« ...J'avoue sincèrement que ce pénible travail de traduction (en une dizaine de langues) nous occasionne des dépenses considérables, encore actuellement nécessaires, et aussi que la diversité des langues entrave considérablement notre action. Les traductions exigent non seulement beaucoup d'argent, mais aussi beaucoup de temps. Elles interdisent toute attention suivie pendant les congrès, et, chose plus regrettable encore, elles font perdre aux discours toute leur portée, sans préjudice des erreurs fréquentes qui amènent toujours des conflits. » Ainsi parlait le cama-

rade Nathans, secrétaire de la Section des Cheminots de la Fédération Internationale des Transports, au 4^e Congrès espérantiste ouvrier international (Bruxelles, 1924). Nathans est espérantiste. Soyez-le aussi.

Cours gratuit par correspondance à la Fédération Espérantiste Ouvrière, 115, boulevard Aristide-Briand à Montreuil-Paris. (Timbre pour réponse). Envoi de dix numéros du *Travailleur Espérantiste*, contre 2 fr. 50 en timbres



LA COOPÉRATIVE DE LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS-X^e

